



LE GOLAN DANS LE CONFLIT ISRAËLO – ARABE:

Un règlement à court terme est-il possible ?

**Mémoire de géopolitique
du Commandant Oscar Santiago ZARICH
dans le cadre du séminaire
«Géopolitique du Moyens Orient»**

Directeur : Monsieur Aymeric CHAUPRADE

Avril 2005

Le Golan dans le conflit israélo–arabe: Un règlement à court terme est-il possible ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE: POURQUOI ISRAEL A PRIS LE GOLAN ? HAUTEUR STRATEGIQUE ET EAU.

Les facteurs stables

La tendance à l'occupation d'espaces fluviaux

DEUXIEME PARTIE : QU'EST DEVENU LE GOLAN SOUS LE CONTROLE D'ISRAEL ? COLONIES, DRUZES, EAU.

L'occupation du territoire par Israël. La colonisation

Les minorités arabes

Les sources et la répartition de l'eau

TROISIEME PARTIE : LE GOLAN A-T-IL ENCORE UNE VALEUR STRATEGIQUE POUR ISRAEL? LA CARTE DU GOLAN DANS UN REGLEMENT PLUS GLOBAL

Les antécédentes

Le Jourdain, le fleuve des conflits

Les tensions israélo-syriennes

Ce que prétend Sharon

Les perspectives d'avenir

«Ce qui est écrit sur le front, l'œil le verra»

(Ancien proverbe arabe)

«L'extension des États est le résultat de la lutte pour le contrôle des espaces»

«De la position géographique et politique naît la politique géographique de l'État»

«La frontière est le témoignage de la force de l'État»

(Federico Ratzel)

INTRODUCTION

Quiconque qui a eu l'occasion de partager un espace de débat au sein du Collège Interarmées de Défense avec des officiers représentant plus de soixante-dix pays dont un israélien et plusieurs arabes comprend le haut degré d'intérêt à approfondir la connaissance de la problématique arabo-israélienne.

En regardant vers l'ouest, en observant les machines agricoles dans le secteur israélien livrées à des tâches productives sans repos, sur des domaines laborieusement cultivés qui contrastent radicalement avec le désert oriental, un berger syrien, assis sur la même pierre depuis la matinée, dirait: «Sûrement ce ne sera pas demain ni la semaine prochaine ni l'année prochaine; ou bien peut-être dans une génération, les fils de mes fils le verront. Peut-être dans cinq cents ans, mais Insha 'Allah¹ ces terres-là deviendront syriennes».

D'une part, le fatalisme des arabes et leur soumission à un destin prédéterminé, ce qui est écrit sur le front, l'œil le verra, montre que la notion du temps ne compte pas pour eux, et que si

Pour autant, il s'agit d'un conflit actuel d'une remarquable durée et d'une importance telle qu'une évolution défavorable déclencherait des actions militaires, qui pourraient insérer d'autres acteurs de la région avec un risque important pour le maintien de la paix mondiale. La connaissance des acteurs stratégiques, l'analyse de leurs langages stratégiques et la manipulation du pouvoir qu'ils effectuent permettra d'arriver à une conclusion sur l'évolution du conflit dans le court terme.

Samuel Huntington² définit ce conflit comme une guerre de lignes de rupture. L'auteur affirme que ce genre de guerre installe des conflits collectifs entre des États ou des groupes de civilisations différents. Par définition, les guerres de lignes de rupture sont des conflits locaux entre groupes de vastes connexions, soit politiques, religieux ou ethniques favorisant les identités des acteurs qui y participent.

Les conflits de lignes de rupture sont des luttes qui visent le contrôle de la population d'un pays dont le problème est finalement le contrôle du territoire concerné. L'objectif de l'un des pays engagés est de conquérir le territoire et de le libérer de sa population en l'expulsant. Ces conflits tendent à devenir très violents. Les deux groupes opposés sont entraînés à perpétrer des massacres, des actes terroristes, des violations et des tortures. Le territoire en conflit devient souvent, pour l'un ou les deux pays, un symbole de l'histoire à cause de sa valeur économique ou religieuse en tant que terre sacrée sur laquelle les pays auraient un droit indiscutable, tel le cas des hauteurs du Golan.

Quels sont les facteurs qui ont déclenché les guerres de lignes de rupture à la fin du XXème siècle? D'abord, ces guerres trouvent leurs racines dans l'histoire. La violence intermittente des conflits de lignes de rupture entre les groupes de civilisations différents a existé dans le passé aussi bien qu'actuellement en produisant des crises et des insécurité dans les parties engagées.

PREMIERE PARTIE : Pourquoi Israël a pris le Golan ? Hauteur stratégique et eau.

11. Les facteurs stables

111. La position de la zone de conflit et les acteurs principaux

1111. La position des acteurs

Avec une position stratégique privilégiée, la Syrie et Israël sont placés dans le Sud-Ouest Asiatique, c'est-à-dire au Proche-Orient selon les Américains. Les hauteurs du Golan sont une plaine montagneuse qui s'étend sur la province syrienne de Qunaytra, (1 710 km²) et Dera'a³. Ils sont situés entre la portion Nord-Est d'Israël et la triple frontière israélienne - syrienne - jordanienne.

La République arabe syrienne se limite au Nord à la Turquie, à l'Est à l'Iraq, au Sud à la Jordanie et Israël, et à l'Ouest au Liban et à la Mer Méditerranée. Elle est située entre les 32° et 37° de latitude Nord et les 36° et 42° 30' Est⁴. Israël est situé au bord oriental de la Mer Méditerranée, ce pays est limité au Nord par le Liban, au Nord-Est avec la Syrie, à l'Est par la Jordanie et au Sud-Ouest par l'Egypte. L'extrémité méridionale d'Israël touche le Golfe d'Aqaba. Israël présente cinq grands secteurs topographiques: les montagnes de Galilée, la plaine d'Esdraelón, les collines de Judée et de Samarie, les plaines côtières et la région du Néguev. La côte méditerranéenne a un seul port naturel. Avec une importance significative, le fleuve du Jourdain trouve sa source au Nord du Golan. Le climat est subtropical et sec. Ce pays a donc un problème sérieux de pénurie d'eau.

³ En Arabe, le mot Golan se traduit comme Ajyal, qui signifie terre couverte de poussière à

avec du blé, des vignobles et des figuiers, de l'huile d'olives et du miel»⁵. Les citations précédentes expriment donc une idée de possession selon l'esprit des acteurs qui interviennent dans le conflit.

En décembre 1981, Israël a annexé les hauteurs du Golan par la Loi d'Annexion du Golan approuvée par la Knesset. Selon cette loi, Israël étend sa législation civile dans le territoire sous la juridiction administrative du district Nord du pays. Cette décision a été condamnée par le Conseil de Sécurité de l'ONU et par les pays arabes en tenant compte de la demande des communautés arabes, notamment les Druzes. En 1999, le gouvernement d'Itzhak Rabin a accepté que la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU adoptée en 1967 soit appliquée au Golan.

1112. La position géographique

Israël et la Syrie peuvent se considérer comme faisant partie de la «Terre Promise»⁶ dont Mackinder disait: «La Terre Promise est le lien entre les continents et les mers qui doivent être contrôlés pour dominer le commerce». Il y a des perspectives différentes selon le point de vue sur les acteurs. L'ex-URSS prétendait qu'elle était le lieu où se maintiendrait un degré de conflit tel qu'il permettrait de s'approcher du monde arabe musulman, qui s'étendait du Maghreb jusqu'au golfe Persique. Les Américains prétendaient qu'Israël était une partie occidentale à la frontière du monde musulman, le port de sortie du pétrole et du gaz des pays du golfe Persique et l'élément stabilisateur d'une région dont les gouvernements étaient hostiles à l'Occident.

Le territoire du Golan (1 154 km²) occupé est moins important pour les Israéliens que les ressources en eaux que possède cette petite région en conflit. D'autre part, il faut tenir compte qu'avec les armes de longue portée que possède Israël actuellement, le Golan semble aussi bien un prétexte pour établir ses colonies en profitant de l'eau qui nourrit la vaste population du pays.

Le Jourdain naît dans la montagne Hermón, placé entre la Syrie et le Liban, il débouche sur la Mer Morte située à 397 mètres au-dessous du niveau de la mer passant auparavant par la Mer de Galilée. Ce cours d'eau, qui dans quelques secteurs a seulement dix mètres de large, est crucial dans le conflit arabo-israélien. Or, depuis sa création comme Etat, Israël a voulu dominer le Golan pour contrôler ses cours d'eau, ses sources et les dévier sur son propre territoire⁷.

La pénurie d'eau de la région a conduit Israël à s'étendre sur la source du Jourdain et ses affluents comme l'Hermón, le Snir et le Dan. L'importance du Golan réside dans le fait que la région reçoit de grandes quantités d'eau de pluie en hiver. «La pluie et la neige fondue forment des débits glorieux qui courent et contribuent significativement aux sources d'eau d'Israël, qui reçoit ainsi 250 millions de mètres cubes d'eau par an»⁸.

Le bassin du Jourdain semble être le problème de l'eau le plus difficile à résoudre. L'arrivée d'eau a une importance fondamentale pour les pays insérés puisque le Jourdain est nourri par quatre affluents: le Dan, le Hasbani, le Baniyas et le Yarmouk de la Jordanie. Israël possède de facto la masse du bassin du Jourdain depuis la guerre de 1967. Les sources du Baniyas se trouvent dans le Golan et contribuent à la formation des eaux du Hasbani et de la Mer de Galilée. Ceci laisse la Jordanie très vulnérable, elle subit jusqu'à nos jours une crise d'approvisionnement d'eau d'une manière régulière. Par exemple, la construction du barrage Unité sur le Yarmouk, un des projets jordaniens, a été bloquée par des objections israéliennes et syriennes. Le conflit de l'eau a été négocié en 1993 comme une partie du processus de paix à Madrid où les pays insérés ont signé un accord par lequel ils reconnaissent le droit de la Jordanie à l'utilisation domestique d'une quantité minimale d'eau nécessaire pour sa survie.

La marge occidentale du Golan est une haute région qui retient l'eau des pluies en provenance de la Méditerranée dont l'équifère draine vers le côté en traversant les anciennes

juifs situés sur la marge occidentale. «Le fait curieux était que lorsque les Israéliens prenaient 80% de l'eau, les Palestiniens en prenaient 20%»⁹.

Israël a construit plus de soixante-dix puits jusqu'en 2001. A Gaza, l'aquifère est contaminé par l'eau de la mer. D'autre part, dû à l'augmentation des engrais chimiques, 85% des puits d'eau potable ne sont plus aptes à la consommation.

121. L'effondrement du système de l'eau

Lorsque la Syrie satisfait avec difficulté ses demandes d'eau, surtout dans les provinces du nord, grâce à l'Euphrate et au Tigre, en Israël se présage un problème sérieux. Amir Shackarov, collaborateur du Bureau du Commissaire de l'eau a affirmé que les tarifs augmentent pour faire que la consommation d'eau descende dans les maisons. A savoir, une famille de quatre personnes demande environ 18 mètres cubes d'eau par mois donc chaque famille devait payer 20 NIS (1 New Israélien Shekel = U\$S 0,25) en plus pour chaque mètre cube dépassé à partir de la barrière de 24 mètres cubes.

Le niveau de la Mer de Galilée est actuellement de 213,34 mètres au-dessous du niveau de l'océan dont un mètre et demi est seulement au-dessus de la ligne critique. Toutefois, il est encore sous la ligne rouge originale (213 m). Pour comprendre l'importance du Kinnereth dans l'économie israélienne, il faut dire que le secteur agricole a vu diminuer sa quote-part d'approvisionnement de 1 160 000 mètres cubes en 1998 à 500 000 durant l'année en cours¹⁰.

En Ashdod et Eilat (Israël), le dessalement d'eau de mer est perçu comme une solution dans le moyen et long terme. «Pour Israël l'eau est un aspect crucial. Or, cela dans le court terme. Je pense que dessaler l'eau à raison d'un dollar le mètre cube coûterait moins que prendre l'eau

Il existe des tensions entre la Syrie et la Turquie pour le contrôle de la distribution des eaux de l'Euphrate. Le projet gigantesque du Sud-Est de l'Anatolie avec ses barrages et stations hydroélectriques, menace de dégrader les ressources syriennes d'eau. L'absence d'un accord définitif en ce qui concerne la quote-part assignée en termes de débit à fournir à la Syrie et à l'Iraq peut produire un nouveau point de conflit entre la Turquie et la Syrie. «La prochaine lutte ne sera pas pour le pétrole mais elle sera pour l'eau»¹². Le gouvernement turc considère que le projet hydroélectrique permettra d'augmenter de 50 % sa propre production agricole et de 25 % l'énergie électrique nationale. Les barrages sur l'Euphrate ont déjà été construits, tandis que ceux d'Atatürk sont en chantier.

«Le projet d'Israël de dessaler l'eau de la mer et l'accord pour l'utilisation des eaux entre la Turquie et la Syrie par le projet des barrages d'Atatürk (dans les rivières de l'Euphrate et du Tigre) peut diminuer les tensions et conditionner de futurs rapprochements dans le conflit tant avec les Syriens qu'avec les Palestiniens»¹³.

Le Golan est une réserve d'eau douce fondamentale dans le développement économique du Sud-Ouest de la Syrie et d'Israël. La descente du niveau des eaux de la mer de Galilée a déjà provoqué des dommages esthétiques sur la côte du Kinnereth, mais il existe aussi le risque d'une diminution de la qualité de ses eaux. «Si un jour se produit une catastrophe écologique au Kinnereth, les conséquences seront graves pour le système d'eau d'Israël, ainsi que pour ses voisins»¹⁴.

DEUXIEME PARTIE: Qu'est devenue le Golan sous le contrôle d'Israël ?
Colonies, Druzes, eau.

21. L'occupation du territoire par Israël. La colonisation

Le 5 juin 1967, éclate la guerre entre Israël et ses voisins arabes (la Jordanie, l'Egypte et la Syrie) plus connue par la suite comme Guerre des Six Jours ou Troisième guerre arabo-israélienne. Le matin du 9 juin, Israël a lancé l'offensive contre les positions syriennes. Vers 16h30, les Nations Unies proposaient le cessez-le-feu proposition acceptée par les Syriens. Après ces combats, les forces israéliennes avaient gagné un territoire de «1 115 kilomètres carrés sur les hauteurs du Golan»¹⁵ dont l'ensemble de la ville de Qunaytra avec d'autres petites villes et villages qui restaient sous le pouvoir juif. De cette façon, une nouvelle frontière a été créée entre les deux pays et qui a duré jusqu'au 6 octobre 1973 lorsque une autre guerre s'est déclenchée dans le secteur.

«Pendant les combats dans la région des hauteurs du Golan, il y a eu une fuite de 70 000 Syriens vers l'intérieur de la Syrie ceux-ci y sont restés en qualité de réfugiés»¹⁶. L'État d'Israël a profité de ce déplacement massif de résidents syriens pour favoriser l'établissement d'une nouvelle population juive. «Israël a communiqué le 24 septembre 1967 qu'il établirait des colonies dans les territoires occupés de la Syrie»¹⁷. Cette décision unilatérale sans aucun fondement rejetée même par les Etats Unis a été l'anticipation de l'annexion formelle qui s'établirait à l'avenir sur ce territoire.

Golan, «l'artillerie syrienne avait bombardée les villes et villages israéliens proches à la Syrie en détruisant ou en incendiant des maisons»¹⁸. Cette raison a peut-être été, la cause fondamentale de l'agression armée d'Israël contre la Syrie dans cette guerre. C'est pour cela qu'Israël annonçait le 3 août 1969 : «pour protéger la sécurité physique de notre population, Israël retiendra les territoires occupés du Golan»¹⁹.

Entre les années 1967 et 1973, les Israéliens ont établi dix-huit nouvelles colonies dans le Golan. Dans ces circonstances, le premier ministre d'Israël, Golda Meir, affirmait le 26 février 1971 : «Israël ne peut pas céder les hauteurs du Golan »²⁰. Le 13 mars 1971, dans une interview publiée par la revue *The Times* le ministre exprimait : «Israël ne descendra pas du plateau du Golan d'où il est possible de dominer la vallée de Huleh»²¹. Avec ce durcissement des positions, Israël a opté pour l'application d'une stratégie qui dérive de l'équation territoire–paix, laquelle a régi la politique israélienne jusqu'à nos jours.

Le 6 octobre 1973, dans l'après-midi, par une attaque synchronisée des forces syriennes et égyptiennes, se déclenche la guerre qui sera connue comme la quatrième guerre arabo–israélienne.

La première conférence de paix entre Arabes et Israéliens a eu lieu le 21 décembre 1973. «Le 31 mai 1974 à Genève, siège européen de l'ONU, se signait l'accord entre Israël et la Syrie concernant la séparation des forces, le cessez-le-feu dans le Golan et l'échange de prisonniers. L'accord exigeait aussi le recul d'Israël aux lignes précédentes à la quatrième guerre et le remboursement à la Syrie d'une petite partie du territoire du Golan conquis en 1967 qui inclut la ville de Qunaytra »²².

mesures prises par Israël pour changer le caractère physique de la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens ou d'autres territoires arabes occupés en 1967, en comprenant Jérusalem, n'avaient pas de validité légale, et que cette politique et pratique d'Israël d'installer une partie de sa population et de nouveaux immigrants dans ces territoires constituaient une violation flagrante à la quatrième convention de Genève, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et aussi une violation sérieuse à la réalisation d'une paix compréhensive, juste et durable dans le Moyen-Orient»²³. Dans le texte, on déplore la persistance de telles mesures et on appelle tant au gouvernement qu'au peuple d'Israël à «résilier ces mesures, à démonter les colonies déjà existantes et notamment à arrêter d'urgence l'établissement, la construction et la planification d'aménagement des colonies dans les territoires arabes occupés en 1967»²⁴.

En contrepartie, Israël légalise l'annexion de ces territoires de telle façon que les colonies ont atteint le nombre de 50 entre 1967 et 1998. Cette population notamment a pris le contrôle des terres riches en eau. Les 15 000 habitants qui sont restés après l'exode des Six Jours, tous Druzes, avaient résisté aux prétentions de Tel-Aviv d'imposer sur eux sa loi. Pendant février 1986, le président Assad avertit les Israéliens à travers un discours véhément que s'ils essayaient d'annexer les hauteurs du Golan, «nous travaillerons à mettre le Golan au milieu de la Syrie»²⁵. Avec cette déclaration, le président syrien met en évidence ses intentions de ne jamais céder dans ses revendications persistant dans son rêve d'instaurer la Grande Syrie au dépend d'Israël. Tant le gouvernement syrien que le parti Baath ont affirmé plusieurs fois que non seulement le Golan mais aussi la Palestine constituent une partie de la Syrie en disant que «les citoyens syriens considèrent la Palestine comme la Syrie du Sud et les citoyens palestiniens considèrent la Syrie comme la Palestine du Nord »²⁶.

La densité de la population est de 288 hab./km² sur une superficie totale de 22 145 km² avec un taux de croissance de 1,58%. Sur le total de la population seulement 22,2% n'est pas juif, les musulmans forment le groupe le plus nombreux, devant les chrétiens. L'espérance de vie est de 78,5 ans dont 80,4 correspond aux femmes et le 76,6 aux hommes. La mortalité infantile est de 8 décès/1 000.

Il existe un grave problème démographique en Israël. Selon le Dr Arnon Soffer, professeur de géographie de l'université de Haïfa (Israël) et spécialiste en démographie au Moyen-Orient, dans les sociétés d'aujourd'hui la tendance est de diminuer le nombre d'enfants pour les couples dont les femmes, plus éduquées, veulent moins d'enfants.

21112. Les hauteurs du Golan

Avant 1967, dans les hauteurs du Golan vivaient environ 100 000 syriens dont la plupart était druze et alawita. Une grande partie de la population était engagée dans le soutien des bases de l'armée syrienne. Lorsque Israël a expulsé la population syrienne des hauteurs du Golan pendant la guerre des six jours, beaucoup de personnes se sont enfuies vers l'intérieur de la Syrie. Cependant, plusieurs milliers de membres de la communauté druze et un petit nombre de alawitas sont restés dans le territoire qu'eux-mêmes occupaient. Actuellement, le Golan a une population d'environ 38 600 habitants. Ce chiffre comprend 16 500 druzes (36%), 1 000 juifs et 1 700 alawitas (9%). Les Druzes habitent dans plusieurs villes et villages notamment à Majdal Shams la plus grande ville non juive des hauteurs du Golan.

De nos jours, la prééminence dans le Golan est juive bien que le taux de natalité arabe soit plus vaste que celui israélien, situation qui tend à augmenter. Comme la région sous contrôle des Israéliens montre des réformes importantes dans son infrastructure, la population syrienne s'est

Les citoyens arabes d'Israël constituent une minorité qui se considère aussi bien une partie d'Israël qu'une partie de la vaste majorité arabe du Moyen-Orient. En même temps le développement des relations parmi les groupes arabes et juifs reste difficile à cause des différences de valeurs, langage, religion, mode de vie et caractère national, il y a donc une très forte tendance à la ségrégation d'une part et d'autre.

Les sociétés juive et arabe se côtoient et elles ont des contacts surtout aux niveaux économique, administratif et politique. Mais beaucoup de jeunes israéliens grandissent sans avoir établi aucune relation directe avec des jeunes arabes et vice versa. Il existe des écoles intégrées qui sont maintenues par l'action de la communauté. La langue arabe est largement enseignée dans les écoles du secteur juif mais la jeunesse juive ne peut pas être considérée comme bilingue.

221. Les Druzes³⁰

Les Druzes constituent une minorité musulmane au Moyen-Orient. Leurs principales colonies sont situées dans les régions les plus montagneuses du Liban, au Sud de la Syrie et au Nord d'Israël. Environ 106 000 personnes de langue arabe vivent dans 22 colonies constituant une véritable communauté au niveau culturel, social et religieux. Bien que la religion druze ne soit pas accessible aux étrangers, l'un des aspects de sa philosophie est le concept de taqiyya qui exige des Druzes la plus haute loyauté au gouvernement du pays dans lequel ils habitent.

Selon les dernières statistiques le nombre de Druzes en Syrie, au Liban, en Israël et en Jordanie, serait environ de 350 000 personnes. Ils sont différenciés de leurs voisins seulement par l'influence qu'exerce la religion sur leurs coutumes et leur mode de vie. Leur foi est promue par l'islamisme fatimide, une branche de shiïtes. Actuellement, ce peuple joue un rôle prépondérant dans la mosaïque culturelle, politique et sociale du Moyen-Orient.

2211. L'histoire

La religion Druze naît de l'Ismaélisme, mouvement religieux et philosophique fondé par le Fatimide Califat en Egypte au dixième siècle, ils mélangent le monothéisme islamique avec la philosophie et les influences grecques pendant le règne d'Al-Hakim (996 - 1021). Le premier druze s'est installé dans l'actuel territoire méridional du Liban et au Nord d'Israël à l'époque de la conquête de la Syrie pendant le règne ottoman (1516), au-delà le peuple druze a aussi vécu proche d'Alep.

Les Druzes ont été régis par l'empire ottoman dont ils ont conservé le nom. Cette domination des Ottomans a duré du XVIème siècle jusqu'en 1918. Peu à peu, ils ont obtenu l'autonomie grâce à la forte opposition avec laquelle ils ont fait face à l'armée envoyée par le sultan ottoman pour les subjuguier. En 1860, un conflit avec les Chrétiens syriens maronites a explosé. Dans cette lutte, plusieurs centaines de Maronites ont été assassinés et beaucoup d'entre eux expulsés de leurs maisons. Les forces les plus puissantes d'Europe sont intervenues pour protéger les Chrétiens aboutissant à la création d'une force française qui est restée au Liban presque un an. Ces événements ont marqué la fin de l'influence des Libanais druzes qui se sont maintenus comme une communauté conservatrice et séparée jusqu'en 1918. Pendant la Première Guerre Mondiale, la plupart des Druzes est restée neutre. Néanmoins, le 1 septembre 1918, un groupe armé de Syriens druzes et de Libanais s'est formé pour soutenir le chef arabe Faisal ibn' Abdal' Aziz qui, un mois plus tard et en échange de cette collaboration, a aidé les forces armées britanniques à soumettre la ville de Damas.

À la fin de 1920, les Druzes ont commencé les négociations avec le gouvernement français. Le 4 mars 1921, ils ont signé un accord garantissant l'autonomie de la région du plateau syrien de Jabal el Druze. En avril 1925, les Druzes ont sollicité les autorités françaises afin d'être reconnus et

des contacts avec les autres membres de la communauté notamment avec ceux du Mt. Hermon et du Liban. Pendant le mandat britannique en Palestine, les Druzes ont évité de participer au conflit arabo-juif, par contre ceux qui se trouvaient dans le secteur israélien sont devenus participants actifs pendant la guerre de l'indépendance d'Israël en 1948.

2212. La croyance et les traditions

Les Druzes croient que Dieu a été incarné dans divers hommes en différentes occasions et que la dernière et définitive a été celle d'Al-Hakim bi Amr Allah, le sixième calife Fatimi mort en 1021 ap.J.C. Les Druzes croient qu'étant au Caire en 1016 ap.J.C, il aurait été proclamé comme l'incarnation de Dieu sur terre. En 1017, le nouveau mouvement a trouvé en Hamza ibn Alí ibn Ahmad un nouvel apôtre de sa religion. Hamza, qui s'est transformé en ministre d'Al-Hakim, a été chargé d'accorder la manière et le contenu qui se trouve actuellement dans la religion et de codifier les différents dogmes en une seule doctrine unificatrice. Probablement, le nom de la secte dérive d'un partisan d'Al-Hakim appelé Muhammad Al-Darazi,

Les Druzes considèrent qu'avec Al-Hakim, Dieu a fait un dernier appel pour que les êtres humains soient rédimés et que Dieu incarné en Hakim, retourne sur la terre une autre fois pour instituer d'une manière définitive la primauté de leur religion. Ainsi, cette croyance est une dérive de l'islamisme, elle contient des éléments récents provenant du judaïsme et du christianisme. Les Druzes croient en un seul Dieu dont les qualités et les vertus ne peuvent pas être expliquées ni définies. Les adeptes de ce mouvement religieux ne croient pas au prosélytisme dont les sept principes cardinaux sont les suivants: 1) rectitude et véracité avec le prochain; 2) aide et assistance mutuelles; 3) renoncement à d'autres religions; 4) foi dans

prophètes dirigés par les mentors qui incorporent la raison d'être du monothéisme. Les mentors et les prophètes proviennent des trois religions monothéistes et incluent Jethro, Moïse, Saint-Jean Baptiste, Jésus de Nazareth et Mohammed. Ils reconnaissent donc les trois religions monothéistes. La différence avec la religion catholique se situe dans le fait qu'ils ont éliminé tous les éléments rituels de la cérémonie. Il n'y a pas de liturgie quotidienne fixée. Les Druzes effectuent toujours avec leur Dieu une liaison spirituelle, par conséquent, il n'existe pas un jour spécial pour le jeûne. Leur religion est secrète et fermée pour ceux qui sont convertis. Ils pensent que chaque personne est l'incarnation de quelqu'un qui a vécu dans une autre vie.

2213. Les villes et villages druzes

La plupart des villes et des villages druzes en Israël sont exclusivement occupés par ceux-ci bien que lors du siècle passé coexistaient des minorités de Chrétiens, de Musulmans et de convertis. Les villes importantes sont situées au nord du pays, notamment à Hilltops dont la plus grande ville d'Israël est Le Carmel de Dalat au Sud-Est d'Haïfa. Établie il y a 400 ans, Le Carmel de Dalat a une population de 13 000 druzes dont l'ascendance remonte au Nord de la Syrie près d'Alep. Au Nord-Est d'Haïfa se situe la ville de Shfar'am. Au IIème siècle, Shfar'am était le siège du corps suprême religieux et judiciaire juif Sanhédrin. La communauté juive à Shfar'am a lentement diminué entre le XIXème siècle et le début du XXème siècle. Aujourd'hui, environ 27 000 personnes, parmi les Druzes, Chrétiens et Musulmans, habitent à Shfar'am.

17 000 personnes environ habitent à Maghar, dont 60% est druze, 20% musulmane et 20% chrétienne. La ville de Maghar a été construite sur l'ancien emplacement de la ville biblique de Ramot Naftali. Maghar est notamment marquée par son niveau socioculturel. Dans cette ville, habitaient la plus grande proportion de médecins, avocats et ingénieurs lors de la période du mandat de 1948. Près de la ville précédemment mentionnée, se situe la petite ville Saïm et en

Au Sud de Kafr Sumei' se situe le village druze fondé au XIX^{ème} siècle qui aujourd'hui compte à peu près 3 500 habitants. Proche à L'Asad d'Ein, se situe le seul village druze fondé au XX^{ème} siècle dont les premiers habitants sont venus de Beit, de la Syrie et du Liban. La seule ville complètement habitée par les Druzes se trouve en Yirka (Galilée Occidentale). Dans celle-ci se trouve l'une des usines les plus grandes du Moyen-Orient. Les usines ont permis de développer une grande zone commerciale et industrielle. Une autre grande ville druze est Abu Sinan qui est mentionnée sur des documents historiques datant de l'année 1 250, comme la forteresse de Busnen. Aujourd'hui, Abu Sinan est une ville qui compte environ 10 000 personnes dont 35% est druze, tandis que le reste est chrétien et musulman. Au Sud d'Abu Sinan, se situe le village de Julis où vivait le cheik Amin Tarif, le chef spirituel de la communauté druze en Israël qui est décédé en octobre 1993. Son petit-fils, Saleh Tarif, a été le premier druze désigné comme Ministre dans le gouvernement israélien.

2214. Les villages druzes dans le Golan

Avec environ 8 000 personnes, les habitants de Majdal se considèrent au centre de la communauté druze dans le Golan dont les familles d'Abu-Salah et de Safdie sont les résidents spirituels et politiques les plus importants. La plupart de cette population est située sur les collines méridionales du Mt. Hermon. Les 3 000 habitants de Mas'ada originaires des familles d'Abu-Salah et de Safdie, occupent une ville fondée à l'origine au Sud de Majdal. Dans le court terme Mas'ada est devenu un village impliqué dans la production agricole de la région. Au Sud de Mas'ada, se situe le village de Buka'ata qui a été fondé vers l'année 100. Aujourd'hui, ses 5 000 habitants gagnent leur vie grâce à la récolte de pommes et de raisins.

23. Les sources et la répartition de l'eau

territoires occupés et met en cause la survie des Palestiniens en engendrant de graves problèmes sanitaires.

Avec l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en juin 1967, Israël a amélioré considérablement sa position stratégique sur l'eau. L'occupation du Golan a permis à Israël d'exercer le contrôle de l'ensemble des sources alimentant le Jourdain. Le contrôle de la Cisjordanie lui a fourni l'accès au fleuve du Jourdain et aux trois grandes nappes aquifères ou aux bassins versants de Cisjordanie. La restitution du Golan n'apporterait que des quantités d'eau très faibles (0,9% des ressources totales) à la Syrie, compte-tenu du haut débit (30 milliards de m³/an) de l'Euphrate en territoire syrien et de l'exploitation des nappes phréatiques et des eaux du Yarmouk et de l'Oronte (10 milliards de m³/an). Le bassin du Jourdain représente ainsi 2% des ressources syriennes en eau.

231. Le contexte historique

Au lendemain de la déclaration du Balfour du 2 novembre 1917 qui promet aux juifs l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, le Président de l'Organisation Sioniste Mondiale, Chaïm Weizmann, écrit une lettre au Premier Ministre britannique en 1919. Dans celle-ci, il demandait d'étendre la frontière Nord de la Palestine de manière à couvrir toutes les sources d'eau, prenant ainsi en compte les considérations hydrauliques au-delà des considérations religieuses ou historiques. Tout l'avenir économique de la Palestine dépend de son approvisionnement en eau pour l'irrigation et pour la production d'électricité, et l'alimentation en eau doit essentiellement provenir des pentes du Mont Hermon, des sources du Jourdain et du fleuve Litani au Liban. Nous considérons qu'il est essentiel que la frontière Nord de la Palestine englobe la vallée du Litani sur une distance de près de 25 miles (environ 40,2 km) en amont du coude, ainsi que les flancs Ouest et Sud du Mont Hermon. Les frontières proposées englobent non seulement tout Israël, mais aussi Gaza, la Cisjordanie, les hauteurs du Golan, des portions du

Ces propositions de travaux seront confirmées par le Plan Hayes qui préconisera l'irrigation des terres de la vallée du Jourdain, la dérivation des eaux du Jourdain et du Yarmouk pour la création d'énergie hydroélectrique, le détournement des eaux du Nord de la Palestine vers le désert du Néguev au Sud et l'utilisation de l'eau du Litani au Liban.

Israël va donc poursuivre ses projets dont la première phase sera achevée en 1964, ce qui poussera les Etats arabes à adopter un plan de construction de deux réservoirs artificiels sur le Yarmouk, principal affluent du Jourdain, ainsi que le détournement de la rivière Banias vers la Syrie et la Jordanie. De plus, Israël va accuser les Etats arabes de l'agresser et ne cessera de bombarder les travaux tout au long de cette période jusqu'en 1967.

La Guerre des Six Jours qui a eu lieu du 5 au 10 Juin 1967 est en réalité une guerre pour l'eau. Le 15 août 1967, juste après l'occupation, le contrôle de l'eau est confié à l'autorité militaire. En novembre, l'autorité militaire interdit de fait toute construction de nouvelles infrastructures liées à l'eau et en décembre elle s'empare de toutes les ressources en eau de Palestine les déclarant propriété de l'Etat. Les puits palestiniens sont détruits et les ressources en eau sont asséchées par des forages à grande échelle à partir de puits très profonds pour le seul usage des Israéliens.

Dans le contexte du processus de paix engagé à Oslo en 1993, l'eau n'a pas été considérée par Israël comme un sujet devant faire l'objet d'un accord définitif. L'autorité palestinienne de l'eau assume une responsabilité administrative sur les ressources en eau, alors qu'Israël maintient son contrôle total. Alors que les Palestiniens demandaient annuellement 450 millions de m³ d'eau, Oslo II (1995), les allocations des Palestiniens de Cisjordanie sont portées à 80 millions de m³ par an dont seulement 28,6 millions de m³ pour le seul usage domestique. Tout accroissement est fonction de la disponibilité de nouvelles ressources en eau.

bassin du Jourdain. 85% des eaux souterraines sont exploitées par Israël. Celles-ci sont alimentées par l'eau de pluie s'écoulant à travers les bassins versants de Cisjordanie et de Gaza. Les eaux souterraines fournissent 35% des ressources en eau dont le reste provient du Jourdain à 40% et des aquifères côtiers.

Le contrôle du bassin du Jourdain est important car ce pays possède des eaux de surface et des eaux souterraines. Le Jourdain prend sa source sur les pentes du Mont Hermon où les eaux des trois principales rivières qui alimentent le haut Jourdain confluent dans le lac Huleh. Il existe la rivière Dan, le plus large affluent du Jourdain, dont le débit s'élève à 245 millions de m³ par an, soit environ 50% du débit du haut Jourdain. Ensuite, le Hasbani qui a un débit de 138 millions de m³ par an. Ces eaux traversent 50 km avant d'entrer en territoire israélien. Et enfin le Baniyas, qui a un débit de 121 millions de m³ par an. Mais le débit total du Jourdain varie de 1200 à 1800 millions de m³ par an, soit 2% du débit annuel du Nil, donc très peu.

Eaux	Israel	Syrie	Liban	Total
Dan	245 m ³ /an	-	-	-
Hasbani	-	-	135 m ³ /an	-
Baniyas	-	120 m ³ /an (Golan)	-	-
Yarmouk	-	450 m ³ /an	-	-
Nappes + cours d'eau du Golan	-	150 m ³ /an (Golan)	-	-
Total	245 m ³ /an	720 m ³ /an	135 m ³ /an	1.100 m ³ /an

Source : Encel 1999.

Près de 200 000 Cisjordanais, soit 10% de la population n'ont pas accès au réseau d'eau. Cela concerne 208 villages. Ils sont condamnés à recueillir l'eau de pluie dans des citernes, à puiser dans des sources en utilisant des bouteilles et des jerricanes, à acheter l'eau surtout en été à un prix cinq fois plus élevé que celui de l'eau du réseau.

Dans la zone militaire de 3 km de large qui longe le Jourdain, dite zone de sécurité, aucun Palestinien ne peut ni y pénétrer, ni accéder à l'eau dont 70% est utilisée par les Israéliens, 15% par les Jordaniens, le reste se jetant dans la mer Morte. Tandis que dans les implantations des colons juifs, il y a assez d'eau, quelque 200 000 palestiniens ne sont toujours pas connectés à un réseau d'eau et sont donc dépendants de la pluie, des sources et des réservoirs d'eau. Une partie de la terre palestinienne se transforme en désert. Les colons juifs et l'armée israélienne détruisent régulièrement les pompes, les tuyaux, les citernes et les réservoirs palestiniens en polluant les puits et les aquifères.

233. La consommation en eau

Alors que la consommation moyenne d'eau d'un Palestinien est estimée entre 50 et 70 litres par jour, la consommation moyenne d'un Israélien est de 350 litres (soit cinq fois plus) la consommation minimale par personne recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé étant de 100 litres par jour. Depuis l'occupation en Cisjordanie et à Gaza, 70% à 80% des villes et villages palestiniens ne reçoivent que quelques heures d'eau par semaine obligeant la population à faire des réserves. Tandis que les postes militaires israéliens et les colonies sont alimentés 24 heures sur 24, la population palestinienne a toujours géré son eau en connaissant l'aridité de la région. En plus, le développement agricole israélien se fait aussi en contradiction avec les ressources en eau disponibles. Les Palestiniens n'ont pas le droit de forer des puits, alors que les colons le peuvent et sur de grandes profondeurs (300 à 500 mètres).

Au niveau international les normes n'ont jamais vraiment été établies pour trouver des solutions aux conflits relatifs à l'utilisation de l'eau. Mais de 1992 à mai 1997 différentes commissions ont travaillé sur des mesures à prendre et cela a abouti à l'adoption par les Nations Unies, le 14 mai 1997, d'une convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau à des fins autres que la navigation - A/51/869. Cette convention reconnaît la nécessité de procéder à des ajustements qui permettent de préserver l'égalité des droits de tous les Etats riverains et à ne pas causer de dommages significatifs sur les ressources naturelles.

C'est dans ce cadre juridique naissant et à la faveur des accords survenus au lendemain de la signature des accords de paix dits accords d'Oslo et signés en 1993, que de nombreuses réunions vont avoir lieu entre Israël et ses voisins. Le 26 octobre 1994, Israël et la Jordanie signent un traité de paix qui comporte un volet sur l'utilisation de l'eau et leur partage. Bien que la Jordanie ait dans un premier temps pensé avoir fait valoir ses droits, elle a été désavantagée

secteurs consommateurs d'eau. Israël se trouve aussi dans une période difficile en ce qui concerne l'utilisation de l'eau puisque sa consommation grandissante l'amène à puiser de plus en plus dans les nappes phréatiques. Par conséquent, ce pays met en péril ses propres ressources, ce qui le pousse encore plus à ne pas vouloir conclure d'accord dans le cadre international de la Convention de 1997 qui l'obligerait à prendre des mesures, y compris d'éducation, quant à la manière dont les Israéliens utilisent ces ressources en eau. Ce pays doit notamment lutter contre le gaspillage, mais aussi réorienter ses besoins car elle emploie déjà 70% de son eau pour l'agriculture.

L'utilisation de l'eau est, d'après les derniers chiffres relevés par les associations hydrauliques, de 260 m³ par an pour les Palestiniens et de 1 760 m³ par an pour les Israéliens. En Palestine, la consommation est de 80 m³ par personne par an, soit trois fois moins que pour les Israéliens. Puisque les aquifères sont déjà surexploités, la seule solution pour fournir assez d'eau aux Palestiniens est de procéder à une réelle allocation des ressources en eau pure entre Israël et la Palestine. Ce nouveau partage devrait être juste et équitable et devrait assurer également le renouvellement durable de la ressource. Même si Israël acceptait le principe de ce nouveau partage, cela entraînerait un déficit en eau pour les deux Etats qui devraient se résoudre à l'exploitation d'autres nouvelles ressources, soit le dessalement de l'eau de mer soit la réutilisation des eaux usées.

Pays concernés	Population en 1995 *	Population en 2025 *	Potentielles ressources d'eau 1995 **	Eau disponible/personne/an en 1995 ***	Eau disponible/personne/an en 2025 ***
Israël	5	10	1500	300	150
Jordanie	3	10	880	250	902
Syrie	12	26	15 000	1 250	580

Dès 1967, Israël a conservé le contrôle total de l'eau puisque les territoires occupés sont propriété publique soumise au contrôle de l'Etat d'Israël. Le contrôle est exercé par l'autorité militaire et non placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie. Creuser de nouveaux puits, poser des canalisations, construire des réservoirs nécessitent un permis tandis qu'auparavant, en Cisjordanie, les autorisations étaient délivrées par la Jordanie. Ces nouveaux permis sont accordés au compte-gouttes et avec beaucoup de retards (jusqu'à quatre ans d'instruction des dossiers) ainsi 5 à 10 permis ont été accordés depuis 1967.

En résumé, il existe 350 puits en Cisjordanie, dont 23 forés depuis 1967 pour les seuls colons. Par ailleurs, rien n'a été possible pour réaliser un réseau d'alimentation en eau pour les 200 000 palestiniens (soit 10% de la population de Cisjordanie). L'eau est contingentée, c'est-à-dire gérée par un système de quotas depuis 1975. Un métrage du débit est imposé. Chaque puits est équipé d'un compteur. S'il y a un dépassement, de lourdes amendes sont appliquées.

Depuis 1975, Israël n'a augmenté que quatre fois les quotas. Les quotas alloués ont augmenté de 20% en 20 ans alors que la croissance de la population a été de 84% pour la même durée. La quantité d'eau pour les agriculteurs de Cisjordanie est fixée depuis 1967. Le plafond est fixé à 90-100 M m³/an pour 400 villages. Alors que la quantité d'eau allouée aux colonies juives a augmenté de 100% au cours des années 1980. Conformément à l'ordonnance militaire de 1967 sur la propriété abandonnée, Israël prend possession de ces terres, expropriant ainsi un certain nombre de puits qui étaient utilisés par les Palestiniens ayant subi l'exode de 1948 et depuis considérés comme absents. C'est le cas d'une bande de terre le long du Jourdain, considérée comme zone militaire que les Palestiniens utilisaient auparavant à des fins d'irrigation.

235. Quelques problèmes spécifiques et détails de la vie courante

Beaucoup de villes et villages palestiniens souffrent d'un gros déficit d'eau en raison du bouclage des territoires occupés, des réoccupations incessantes des villes et des fermetures à répétition des check points. Les colons israéliens empêchent, par leurs attaques incessantes, l'approvisionnement des citernes auprès des sources habituelles des Palestiniens. Les colons, avec l'appui de l'armée, détournent à leur profit l'eau provoquant des coupures qui pénalisent les villages palestiniens. Ils détruisent parfois même les tuyaux de canalisations alimentant ces villages. Les puits forés à proximité des villes et villages palestiniens, au bénéfice des colonies israéliennes, affectent non seulement la quantité d'eau disponible mais aussi sa qualité.

TROISIEME PARTIE : Le Golan a-t-il encore une valeur stratégique pour Israël ?

La carte du Golan dans un règlement plus global.

31. Les antécédents

311. La décision importante de l'Assemblée Générale de l'ONU³¹

Le 4 décembre 1996, l'Assemblée Générale de l'ONU qualifiait d'illégale la décision prise par Israël d'imposer sa juridiction sur Jérusalem et exigeait, d'un autre côté, la retraite d'Israël du Golan. En ce qui concerne la retraite définitive du Golan, l'assemblée a compté 84 voix favorables. Deux pays ont voté contre (Israël et les Etats-Unis) et 71 se sont abstenus. Cette Assemblée, qualifiait aussi de nulle et de non-lieu la décision prise en 1981 par le Parlement israélien d'annexer le plateau du Golan puisque le maintien de l'occupation israélienne constituait un obstacle à l'instauration d'une paix conjointe, juste et durable dans la région.

Avec cette résolution, l'Assemblée Générale essayait qu'Israël reprenne les négociations avec la Syrie et le Liban en exigeant de lui une fois de plus la retraite des troupes et des colonies juives du Golan occupé, jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. D'autre part, un autre texte traitant de l'accord pacifique pour répondre à la question palestinienne, réaffirmait le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et le caractère illégal des colonies sur les territoires occupés. L'Assemblée Générale de l'ONU incitait toutes les parties à remplir leurs obligations et à appliquer les accords déjà conclus.

312. La colonisation

Ceux qui ont conçu cette colonisation ont aménagé des zones industrielles variées pour attirer la population. Alors que le taux de chômage atteint 6,10 % dans l'Etat sioniste, il est de 5,3 % dans les colonies du Golan. Avec le slogan : «Viens au Golan et participe à nos rêves», un des plus grands projets de colonisation de l'Etat israélien se mettait en place dans le Golan occupé permettant la construction immédiate de logements sur terrains gratuits et d'autres services. Ce projet était constitué de 2 500 terrains destinés à la construction de logements pour les colons répartis dans 17 colonies.

Le Golan syrien est considéré comme une région relativement calme du point de vue des relations entre les Syriens qui vivent sous occupation et les Juifs. Les habitants syriens sont très peu nombreux et ont peu de moyens, de plus, 60 camps militaires israéliens sont installés dans le

³¹ NEW YORK (AFP), Nations Unis, 4 décembre 2004.

Golan. Mais ce calme, ne signifie pas une indifférence de la population car il y a une réelle inquiétude concernant la vie actuelle et l'avenir.

En effet, la colonisation menace non seulement les terres prises mais également la population syrienne car la plupart des projets mis en oeuvre sont à proximité de leurs lieux d'habitation, ce qui empêche d'une part le développement de leurs propres villages et d'autre part, la possibilité de travailler la terre et de s'en servir. Les terres sur lesquelles se trouvent les Syriens ne représentent que 5% de la surface du Golan occupé.

Tayseer Mir'i, de l'association arabe pour le développement, à Majdel Shams, déclare: «La colonisation dans le Golan est de plus en plus claire, aujourd'hui. Il y a eu des plans de colonisation dans le passé, mais cela est resté au niveau des projets». Il souligne que l'Etat d'Israël, malgré l'étendue des terres dans le Golan, a prévu la colonisation juive autour des villages arabes, pour empêcher leur développement et la possibilité pour les habitants syriens de vivre en toute tranquillité.

Le géographe, le Dr Umar Sa'id, explique l'importance stratégique du Golan pour Israël qui réside dans plusieurs domaines. Le plus important étant militaire car le plateau syrien surplombe tous les endroits, il est proche des colonies israéliennes qui sont dans la plaine de Houla et dans la région du lac de Tibériade. En plus, la richesse en eau est stratégique, étant donné qu'Israël prend 30% de l'eau de l'Etat, de l'eau du plateau syrien occupé, et les eaux du Golan fournissent 610 millions de mètres cubes au lac de Tibériade. L'intérêt économique est aussi pris en compte puisque les Israéliens ont installé des fermes, ont planté des arbres uniques et utilisent le basalte. Encore, la beauté du paysage a favorisé le tourisme, des dizaines de milliers de touristes visitent chaque année le plateau syrien.

313. La sécurité

La sécurité d'Israël est condamnée par de nombreux facteurs historiques et stratégiques qui peuvent être résumés comme suit: (a) l'hostilité des pays arabes à la création de l'Etat juif; (b) la petite taille du pays, qui ne dispose d'aucune profondeur stratégique pour se protéger d'un environnement ennemi; (c) sa dépendance vis-à-vis de sources d'énergie extérieures (alors que les pays arabes peuvent compter sur d'amples réserves pétrolières pour financer leur effort de guerre); (d) une densité de population et une concentration industrielle fortes, qui le rendent vulnérable à une attaque et (e) l'impossibilité, du point de vue de sa politique intérieure, de soutenir un conflit prolongé et de souffrir des pertes lourdes en vies humaines. La stratégie de

sécurité nationale israélienne veut donc compenser ces désavantages en tentant d'acquérir une supériorité qualitative sur les puissances régionales, en dissuadant tout agresseur par la menace d'utiliser des armes conventionnelles et non conventionnelles.

La vision qu'Israël a de sa sécurité détermine également son approche des négociations de paix avec ses voisins. Le traité de paix conclu en 1979 avec l'Égypte contient de strictes dispositions régissant les dotations militaires, les mouvements de troupes et la surveillance aérienne du Sinaï. Celui de 1994, signé avec la Jordanie, contraint chacune des deux parties à s'abstenir de toute attaque armée et d'actes terroristes à l'encontre de l'autre. Cette vision conditionne aussi la conduite des pourparlers de paix avec les Palestiniens puisque la sécurité d'Israël ne sera que compromise par une éventuelle autonomie des Palestiniens.

Outre la question palestinienne, deux autres problèmes traditionnels, puisqu'ils relèvent de la sécurité territoriale, préoccupent les Israéliens: le Golan et le Sud du Liban. En 1967, les hauteurs du Golan, qui font partie du territoire de la Syrie, sont tombées sous le contrôle des Israéliens durant la guerre des Six Jours. En dépit de la démilitarisation partielle de 1974, des négociations de paix entre les deux pays n'ont pu s'engager qu'après la deuxième guerre du Golfe, pendant laquelle la Syrie s'était ralliée à la coalition internationale formée contre l'Irak. Le Golan présente de l'importance pour les deux pays en raison de sa situation stratégique et de ses considérables ressources en eau, un atout capital dans cette région aride. Aux mains d'Israël, il porte la limite du périmètre de sécurité de ce pays à une cinquantaine de kilomètres de Damas. Aux mains de la Syrie, il offre une base de départ pour le lancement de vastes mouvements de troupes en direction du nord d'Israël.

Les conditions à satisfaire pour la reprise de ces négociations font toutefois l'objet d'une controverse. De source syrienne, le gouvernement d'Israël était a priori prêt à évacuer 95% du Golan en échange de la paix et de la normalisation des relations bilatérales. Les impératifs de défense inhérents à cette restitution auraient pu être pris en compte par : un retrait en plusieurs étapes, le maintien de quelques avant-postes de détection lointaine et l'aménagement de zones démilitarisées de part et d'autre de la frontière.

32. Le Jourdain, le fleuve des conflits

Ligne de confrontation géostratégique entre Israéliens et Palestiniens, le Jourdain (avec le Yarmouk comme principal affluent) est le fleuve de tous les dangers. Traversant quatre états de cette région (Israël, Jordanie, Liban et Syrie), l'eau du Jourdain suscite les convoitises et envenime le processus de paix au Proche-Orient. Le contrôle de l'eau du Jourdain demeure, dans

cette région, un moyen de pression dans les négociations de paix entre les Israéliens d'un côté, les Syriens, les Jordaniens et les Libanais de l'autre. Depuis la guerre de 1967 et l'annexion par Israël du plateau du Golan, l'eau est au centre des enjeux géopolitiques régionaux. L'accès à l'eau du Jourdain s'est avéré être, pour les acteurs de la région, une question de survie et de sécurité. A chaque fois qu'il y a eu des conquêtes israéliennes, c'était pour gagner un espace territorial et en même temps gagner une frontière hydraulique affirme Jacques Sironneau, actuel Chef du Bureau de la Réglementation, Division de l'eau, Ministère de l'Environnement de France et auteur reconnu d'un livre de référence sur la question: L'eau, nouvel enjeu stratégique mondial.

Pour Israël, les eaux de la vallée du Jourdain représentent une ressource stratégique vitale (80% des ressources en eau d'Israël se situe hors des frontières d'avant 1967). Pour la Syrie et le Liban, la maîtrise des eaux du Jourdain revêt également une dimension géostratégique primordiale pour conjurer la pénurie d'eau douce dans leurs pays respectifs. De la répartition équitable de l'eau disponible dépend l'avenir du processus de paix israélo-palestinien.

33. Les tensions israélo-syriennes

Le problème de l'eau s'avère être un point clé dans les négociations entre les deux états puisque le lien existant entre les revendications territoriales et le contrôle de l'eau est en effet très étroit, en particulier sur la question du Golan.

Si les dernières négociations entre la Syrie et l'administration d'Ehoud Barak en 2000 ont échoué, cela a été à cause du problème de la délimitation des frontières. Israël était prêt à se retirer jusqu'aux frontières du traité de 1923 définissant les frontières du gouvernement de Palestine, dans lequel le Jourdain est inclus, mais la Syrie demandait la reconnaissance de la ligne du 4 juin 1967 (soit à la veille de la guerre qui a conduit à l'annexion du Golan par Israël) où le cours supérieur du Jourdain servait, de facto, de frontière entre les deux états. Accepter les demandes syriennes signifie donc la perte pour Israël du contrôle des eaux du Yarmouk.

Israël serait en position faible pour le contrôle de cette ressource vitale. Le bassin du Jourdain représente le tiers de la consommation israélienne en eau, tandis qu'il ne compte que pour 2% des ressources syriennes. Cela autoriserait la Syrie à demander que le lac de Tibériade serve également de frontière commune, contrairement au traité de 1923 qui ne lui concédait qu'une bande de 10 mètres sur la rive Nord-Est, ou bien à demander l'internationalisation des eaux du lac, en vertu d'un traité de 1926 qui en permettait l'accès aux pêcheurs syriens.

Enfin, la Syrie pourrait demander le partage des ressources israéliennes en vertu du plan Johnston de 1955 qui allouait à la Syrie l'usage de 20 millions de m³ du Baniyas pour l'irrigation locale, 22 millions de m³ du Jourdain supérieur, et prévoyait la construction d'un canal depuis le Jourdain jusqu'aux fermes de Boteiha en territoire syrien.

Toutefois, la Syrie a elle-même violé cet accord en prélevant 220 millions de m³/an sur le Yarmouk, ce qui diminue d'autant les apports vers le Jourdain. Même en cas d'accord sur la frontière de 1923, les problèmes persisteraient, puisque Israël serait en droit de réclamer la jouissance des eaux du Baniyas (qui fournissent 20% des eaux au Jourdain) en vertu du mandat de 1920 qui allouait ce cours à la Palestine, ce que la Syrie n'est pas prête à accepter.

331. La Syrie

La Syrie n'est pas en mesure de faire peser une véritable menace sur Israël. Assad se retrouve seul face à un ennemi renforcé après la première guerre du Golfe. Par conséquent, la Syrie n'affrontera Israël qu'en fonction de ses propres intérêts. Assad est patient, tenace, et cherche continuellement à exploiter les situations internationales et régionales propices.

Pour être capable de mener une guerre contre Israël, la Syrie doit pouvoir compter sur une grande puissance et sur une éventuelle tension entre les deux grandes puissances, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Un second facteur de faiblesse dans la stratégie syrienne est constitutif de l'absence d'un front arabe uni : l'Égypte s'est retirée de la confrontation, et la puissance militaire de l'Irak a été détruite.

En outre, la première guerre du Golfe a démontré l'importance de la supériorité aérienne, des bombes téléguidées et d'un système de télécommunication moderne. Or, la Syrie a toujours souffert dans ce domaine d'une infériorité qualitative face à Israël. Dans ces conditions, la Syrie ne jouera pas un rôle dans les futurs accords de sécurité au Moyen-Orient car il existe une grande suspicion entre les Etats-Unis et la Syrie. Les premiers reprochant à celle-ci son radicalisme et son soutien au terrorisme international. Il est plus que probable que les Etats-Unis s'opposeront à une présence militaire syrienne dans les pays du Golfe, de même qu'au financement par ces derniers de la modernisation de l'arsenal militaire syrien. Le rapprochement entre les Etats-Unis et la Syrie est purement tactique et semble dicté par les circonstances. La question centrale est de savoir si la Syrie va finalement pencher ouvertement du côté occidental, ce qui n'est pas encore le cas. D'autre part, les forces syriennes envoyées dans le Golfe ont été complètement

inefficaces, pour des raisons liées à la situation intérieure en Syrie et à la vulnérabilité du régime syrien, ce qui touche à sa crédibilité.

Certes, la Syrie demeure un partenaire de premier plan dans la résolution de la crise du Moyen-Orient. Toutefois, il est douteux qu'elle soit capable de bloquer militairement la tentative de solution du conflit israélo-arabe. Le mauvais état de l'économie syrienne et l'effondrement de l'URSS constituent des freins importants à ses ambitions.

332. Israël

Le partenariat militaire actif avec la Turquie offre à l'Etat hébreu un avantage qualitatif et géostratégique très important depuis la paix avec l'Egypte, en 1978-79. Le premier intérêt géostratégique, tout à fait majeur, est celui de l'espace aérien. Contrairement à ce qu'on pense, avec les manœuvres navales israélo-turco-américaines ou les spectaculaires et sans précédent entraînements communs sur terre ou les échanges d'informations anti-terroristes, pour Israël, la vraie révolution se trouve dans le ciel, et plus précisément dans l'espace aérien turc.

Les accords militaires bilatéraux de coopération ouvrent aux avions de combat israéliens, au seul motif officiel d'entraînements conjoints, la quasi intégralité de l'espace aérien turc. D'abord, cela signifie qu'à partir de ce moment le Tsahal peut menacer l'adversaire (et éventuellement l'ennemi) syrien non plus sur deux, mais sur trois fronts; jusque là seuls le haut plateau du Golan et le Liban (déjà sous contrôle aérien israélien, en vertu des accords tacites Israël - Syrie sur les lignes rouges), étaient survolés par les chasseurs-bombardiers de Tsahal. Désormais, ses F-15 et F-16 pourraient franchir la longue frontière turco-syrienne et atteindre, en quelques minutes les villes syriennes.

En considération du caractère exécrationnable des relations turco-syriennes, il semble acquis qu'en cas de conflit entre Israël et la Syrie, la Turquie fermerait les yeux sur l'utilisation par l'Etat hébreu de son espace aérien comme base de départ pour des opérations en territoire syrien. En définitive, sans la possession du Golan ni le soutien potentiel des armées jordaniennes ou égyptiennes, et affaiblie par la fin des livraisons d'armements modernes et de pièces détachées soviétiques, l'armée syrienne accusait déjà un rapport de force nettement défavorable face à Tsahal. En d'autres termes, l'option militaire directe, régulièrement brandie par Damas en réplique au refus israélien de transiger sur le Golan, ne semble aujourd'hui plus crédible sur la base des nouveaux développements.

333. De nos jours

Le Golan continue à être le principal sujet de désaccord entre le Liban, la Syrie et Israël. D'une part le Liban considère que son contentieux avec Israël ne pourra se solutionner sans la signature d'un accord israélo-syrien sur le Golan. Celui-ci est toujours occupé par l'armée israélienne, et un possible accord reste conditionné par le règlement du litige concernant la détermination de la ligne de retrait. D'autre part, depuis 1996, la Syrie considère que le retrait israélien est indispensable car les eaux de ce plateau lui appartiennent ainsi que les usages qui peuvent en être faits alors qu'Israël n'en fait pas une position de principe.

La solution la plus probable pourrait comprendre la reconnaissance par Israël de la souveraineté syrienne sur les eaux du Golan. En contrepartie, la Syrie s'engagerait à ne pas interrompre l'alimentation des eaux du Golan vers le Jourdain. Mais un tel accord suscite encore de trop importantes réticences des deux côtés. Pour Israël, aucun accord international n'oblige un pays à alimenter en eau ses voisins, et celui-ci pourrait inciter la Syrie à revendiquer une partie des eaux du lac de Tibériade. Le Golan constitue donc un problème majeur de sécurité militaire et d'approvisionnement en eau pour les Israéliens.

Du côté syrien, l'eau n'est pas le premier sujet dont il faut parler. La Syrie veut qu'Israël s'engage à se retirer du Golan avant tout accord sur l'eau. Il s'agit pour les Syriens d'un problème de souveraineté nationale bien avant d'être celui de la possession d'un réservoir d'eau qui s'écoule topographiquement vers Israël.

Il existe donc une double raison à cet argument syrien: priver les Israéliens de l'eau de ce plateau, et réaffirmer, à travers le symbole du Golan, sa fierté nationale et arabe. Le dossier de l'eau dans cette région est une cause de litige importante, mais pas essentielle au regard du problème des frontières ou de l'influence politique régionale comme l'exemple du conflit israélo-palestinien le montre.

334. Les conséquences possibles d'une pénurie d'eau

Israël possède actuellement 30 usines de dessalement, surtout dans la région d'Eilat. La plus grande traite 27.000 m³ par jour d'eaux saumâtres, ce qui correspond à la moitié des besoins quotidiens d'Eilat. De nos jours, toutes les eaux saumâtres disponibles dans la région Eilat-Arava sont dessalées. Le dessalement futur des eaux se fera à partir de l'eau de mer dans la mesure où on trouvera le moyen d'obtenir un procédé rentable. Actuellement, le dessalement revient trois fois plus cher que le traitement des eaux usées. Cependant, cette solution sera incontournable au XIX^{ème} siècle.

Plus récemment, un appel d'offres vient d'être lancé pour construire une usine de dessalement capable de produire 50 millions de mètres cubes d'eau douce par an, à partir de l'eau de la Méditerranée. Ce sera l'une des plus grosses usines jamais construites et elle profitera des toutes dernières avancées technologiques. Située au sud de Tel-Aviv, elle procurera 5% de la consommation annuelle d'eau de l'État hébreu dès 2003. Mais ce ne sera qu'un début : d'ici quinze à vingt ans, plusieurs centaines de millions de mètres cubes d'eau douce par an proviendront du dessalement, soit 20% à 30% des besoins de la population, prévoit Shimon Tal, Commissaire pour l'eau de l'État d'Israël.

Produire de l'eau douce à partir de la mer pourrait aider Israël à faire la paix avec ses voisins palestiniens, syriens et jordaniens, en partageant équitablement les quantités disponibles.

34. Ce que prétend Sharon

Ariel Sharon connaît, les règles du jeu pour feindre la flexibilité dans tout cadre de négociation avec ses voisins arabes, sans renoncer à rien de substantiel et en contrôlant à tout moment le rythme du processus. Ainsi, il l'a récemment prouvé en ayant la ferme intention de reconnaître la future existence d'un État palestinien indépendant. Cette décision, qui se présente comme un pari décidé pour obtenir la paix dans la région, est un échantillon supplémentaire montrant qui contrôle effectivement, avec l'autorisation de Washington, l'agenda de Proche Orient.

D'une part, Sharon ne propose rien qui permette de penser à une résolution des différences entre Israël et la Syrie, sauf celle d'attendre que l'accroissement de la pression américaine sur le gouvernement de Damas finisse par provoquer un retrait de l'appui gouvernemental local aux groupes palestiniens radicaux et au Hezbollah, en attendant qu'il se produise un retour à une table de négociations avec une position plus à l'aise pour traiter l'occupation israélienne des hauteurs du Golan.

D'autre part, la possibilité qu'ont les Palestiniens de pouvoir concrétiser leurs aspirations minimales de constituer un État indépendant et viable est décisive. Mais cet Etat palestinien serait une entité qui n'aurait pas de territoire. D'autre part, cet Etat n'aurait pas la possibilité de signer des accords avec d'autres pays en matière de sécurité sans l'approbation préalable d'Israël, qui, à son tour, se réserverait le pouvoir de maintenir sa présence militaire dans certaines zones ou, en tout cas, la possibilité de redéployer ses unités face à de possibles menaces.

35. Les perspectives d'avenir

C'est vers l'État d'Israël que se tourne toujours les regards, en attendant de lui à la fois les avancées techniques qu'il maîtrise parfaitement et les ouvertures diplomatiques qui pourraient débloquer la situation. La pression exercée par la population palestinienne, que les conditions de vie exécrables poussent à la violence en favorisant aussi une très forte croissance démographique, représente le premier facteur de danger intérieur auquel est confronté l'État hébreu. L'arrivée de nouveaux immigrants, qu'il faut accueillir dans des conditions décentes et surtout ne pas décourager, est un autre facteur obligeant à penser autrement et à prendre des risques. Selon certaines estimations, les Israéliens passeraient d'une population de 4,3 millions en 1992 à 7 millions en 2005. Hors des frontières, l'attitude hostile et ambiguë de la Syrie, qui semble attendre son heure, n'est pas faite pour inspirer la confiance et rend toute négociation sur le Golan extrêmement délicate. Rendre la totalité du Golan ne peut se faire que contre une certitude immédiate de paix définitive et sûre, à la fois parce que le mont Hébron est un réservoir vital, mais également une hauteur stratégique qu'Israël ne peut laisser échapper sans contrepartie équivalente de sécurité.

La diplomatie secrète, hors des passions médiatiques, avait ouvert la porte sur l'espoir d'un possible règlement. Les paliers successifs, demandés par Israël, dans le retour progressif à une situation de non belligérance, étaient autant de tests qui permettaient de passer à l'étape suivante ou, au contraire, de reculer si les preuves de bonne volonté, de part et d'autre, n'étaient pas suffisantes.

Les Israéliens continuent à penser qu'une coopération technique est la seule manière de parvenir à un accord politique. Les Palestiniens pensent, au contraire, que rien n'est possible tant que les territoires sous contrôle ne seront pas rendus et qu'aucune coopération technique ne peut se faire sans un accord politique préalable.

Les prémices d'une nouvelle distribution des rôles proviennent aujourd'hui du rapprochement entre la Turquie et Israël. Ce rapprochement, dont les détails ont été révélés en septembre 1998 par le Premier Ministre israélien, donne une assurance et une assise nouvelles à Tel-Aviv qui obtient un allié de poids et une profondeur d'espace aérien qu'elle n'avait jamais eu auparavant. La pression exercée ainsi sur la Syrie entrera dans les futures négociations.

En matière hydrique, l'alliance entre la Turquie, château d'eau, et Israël assoiffé pourrait raviver le vieux projet d'aqueduc pour la paix. Cette alliance pourrait aussi attirer la Jordanie dans une orbite économique nouvelle. L'avènement du nouveau souverain hachémite et l'âge du

président syrien porteront au pouvoir une nouvelle génération qui trouvera peut-être les éléments d'une autre diplomatie.

Avec la signature d'un traité entre Israël et la Syrie, c'est une page de l'histoire du Proche-Orient, ouverte par la première guerre israélo-arabe de 1948-1949, qui se tourne. Ce conflit a rythmé l'histoire de la région, les alliances et les identités. Sa fin laisse des Etats arabes exsangues et sans légitimité. La paix risque aussi d'oublier les millions de réfugiés palestiniens dont le sort demeure plus qu'incertain et qui pourraient, demain, ébranler les fragiles équilibres de la zone.

Certes, rien n'est encore réglé. Personne, dans cette région troublée, ne peut écarter l'imprévisible: un attentat meurtrier en Israël, une escalade incontrôlée au Liban sud, un accident de santé du président Assad, un échec au Parlement syrien ou un référendum.

Depuis l'ouverture de la conférence israélo-arabe de Madrid, le 30 octobre 1991, quatre dossiers sont sur la table des tractations entre la Syrie et Israël : le retrait israélien du plateau du Golan, les arrangements de sécurité, la normalisation entre les deux pays et le calendrier d'application. Il faut y ajouter celui de l'eau, qui relève à la fois des problèmes de frontière, de sécurité et de normalisation.

En ce qui concerne le retrait israélien du plateau du Golan, la consigne de paix de la droite israélienne s'oppose à tout type de concession territoriale dans le Golan. À son tour, les partis d'extrême gauche qui ne font pas partie de la coalition gouvernementale soutiennent un retrait total de la zone en échange de la paix avec la Syrie. Ce parti politique de gauche argumente qu'avec la nouvelle technologie disponible, le territoire n'est plus si important puisque les missiles israéliens placés au cœur du pays, voire hors du Golan, peuvent frapper les principales cibles syriennes.

D'accord avec un sondage effectué par l'université de Haïfa en septembre 1994, 64% des Israéliens étaient favorables à la cession du Golan afin d'atteindre la paix, et 36% se sont montrés contre tout type de concession de ce territoire.

D'autre part, si le plan est mis en oeuvre, il comporterait trois étapes: a) livrer quatre localités druzes à la Syrie, b) le retrait des troupes israéliennes jusqu'à la ligne Katzrín-Hermon et c) le retour aux frontières de 1967, avec une démilitarisation du territoire syrien jusqu'à Damas et le retrait de Galilée du côté israélien. En effet, le gouvernement juif a proposé de retirer ses troupes

du Golan dans un délai de trois années. En revanche, la Syrie ne devra pas démonter les colonies agricoles juives qui se trouvent dans cette région stratégique.

C'est évidemment l'avenir du Golan qui a longtemps formé la pierre d'achoppement la plus lourde. Les gouvernements israéliens successifs ont toujours mis en avant le caractère vital de ce plateau pour la sécurité du pays (ils avaient utilisé le même argument pour le Sinaï dans les années 70). D'ailleurs, l'étendue de tout retrait israélien est compliquée par le fait qu'il n'existe pas une ligne de séparation tranchée entre Israël et la Syrie, mais trois : la frontière tracée en 1923 par la France et le Royaume-Uni; les limites fixées par les accords d'armistice de 1949 et le front du 4 juin 1967, veille de la guerre des six jours. La Syrie a toujours exigé un retrait de l'armée israélienne sur ses positions du 4 juin 1967, alors que Tel-Aviv se réclame de la frontière de 1923: entre les deux, un petit écart d'à peine vingt kilomètres carrés, mais qui détermine l'accès au lac de Tibériade et à la haute vallée du Jourdain.

Un an après son accession en 1992, au poste de Premier Ministre, Itzhak Rabin accepte le principe de la rétrocession du Golan. Son agrément est transmis aux dirigeants syriens par M. Warren Christopher, alors secrétaire d'Etat américain, en août 1993. Mais le Président Assad réclame un éclaircissement: jusqu'où s'effectuera le retrait israélien ? Il obtient la précision un an plus tard, comme le raconte M. Uri Savir: après avoir parlé avec Rabin en mai 1994, Christopher avait expliqué aux Syriens que, selon les Etats-Unis, à condition que tous ses besoins soient satisfaits, Israël serait prêt à effectuer un retrait total, ce qui impliquait un recul jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

Le caractère de cet engagement, donné sous le secret et au conditionnel (le retrait dépend de la résolution de tous les autres problèmes en suspens), sera divulgué en 1996, après l'élection de M. Benyamin Netannyahou. Depuis, il a été contesté par différents responsables israéliens, et a donné lieu à une abondante littérature, mais son authenticité ne fait pas de doute. Dès lors, la position de Damas ne variera plus: les négociations entre les deux pays, suspendues depuis mars 1996, doivent reprendre là où elles s'étaient arrêtées, et Israël doit s'engager à se retirer sur les lignes du 4 juin 1967. Début novembre 1999, des informations laissent entendre que M. Ehoud Barak était prêt à un tel décrochement, sous réserve de modifications très marginales de la frontière, nécessaires pour des raisons de sécurité ou liées à l'accès à l'eau.

Enfin, avec l'accord de la Knesset qui a approuvé le plan du retrait israélien de la Bande de Gaza et de quelques colonies du nord de la Cisjordanie le 26 octobre 2004, le fait de rendre les

territoires occupés par Israël semble un rapprochement effectif en ce qui concerne le processus de paix. Le Golan pourrait donc être le prochain but de ces négociations.

Pour Sharon, le retrait juif permettra de réduire les hostilités et de faire des progrès vers une paix durable entre les Palestiniens et d'autres voisins arabes d'Israël. Nous devons trouver les racines qui nous unissent, a-t-il dit pendant la session d'octobre.

Tandis que Sharon s'adressait aux Palestiniens, il demandait au peuple israélien de comprendre la mise en œuvre du plan de retrait de la Bande de Gaza puisque Israël pourrait internationalement être isolé.

Selon le calendrier conçu par le Premier Ministre d'Israël, les 21 colonies juives seraient démontées en quatre étapes entre mai et août 2005. On prévoit aussi le seul démantèlement de 4 colonies en Cisjordanie et la retraite militaire de Gaza pour septembre 2005.

CONCLUSION

Après la mort du leader palestinien Yasser Arafat et les derniers accords pour livrer la bande de Gaza, aujourd'hui aux mains des Israéliens, le Golan serait donc le point le plus difficile pour la signature d'un accord entre Israéliens et Syriens.

Le litige entre Syriens et Israéliens semble être simple. La Syrie veut récupérer le Golan ou le céder à un prix extrêmement élevé, et Israël ne veut pas le rendre à cause de l'effet tampon entre les deux pays, des colons juifs qui y sont installés et de l'eau des rivières qui alimentent le Jourdain. Ou alors, en échange d'un traité de paix avec la Syrie.

Autour de cette région-là, il y a trois aspects qui convergent: a) le territoire, b) les colonies israéliennes et c) l'eau.

a) Le problème du territoire. La politique de défense israélienne se caractérise par le concept de profondeur territoriale. Cela lui permet de gagner du temps pour rejoindre la totalité des forces armées israéliennes et par la suite, faire face à la menace armée des pays arabes, notamment la Syrie. Ce concept est en train de changer dans la mesure où la Syrie accepte les conditions qu'Israël exige pour garantir sa sécurité. Comme Israël souhaite une issue pacifique au conflit, les mesures pour sa solution comporteraient: a) la reconnaissance officielle de l'État d'Israël par la Syrie, b) l'obtention de garanties concrètes de la Syrie qui ne prétendra à aucun territoire d'Israël, c) la résolution du statut particulier qui régit les colonies israéliennes occupant le Golan, d) la signature d'un accord global pour l'utilisation et l'administration de l'eau dans la région, e) l'établissement de phases et le temps nécessaire pour effectuer le retrait, et f) le respect de la mise en œuvre des mesures de sécurité adoptées par les deux états.

L'étroitesse de leur territoire est la principale préoccupation des Israéliens. Tout retrait des forces israéliennes des deux passages qu'aujourd'hui Israël contrôle sur le Golan occupé, mettrait ce pays dans une position vulnérable, identique à celle d'avant 1967.

D'une part, le contrôle qu'Israël a actuellement sur le Golan, avec le déploiement des positions de défense, des points d'alerte et de guerre électronique, garantit la défense du secteur face à la menace d'une éventuelle attaque syrienne. D'autre part, même si en matière militaire ce pays arabe se trouve en état de faiblesse, notamment après la chute de l'URSS, par rapport à son voisin Israël, la Syrie serait la seule nation de la région qui disposerait de la force suffisante pour agir de manière offensive contre Israël.

Pour le règlement du conflit, les Syriens seraient d'accord si Israël reculait jusqu'à la ligne de frontière du 4 juin 1967. Du côté israélien, ils accepteraient au maximum, la ligne établie pendant la séparation de la Palestine en 1948. Mais tant qu'il n'y aura pas d'accord global avec la Syrie, le Golan demeurera un enjeu stratégique pour Israël.

Il existe des arguments sérieux pour et contre l'abandon du Golan. Tout d'abord, les arguments pour sont que le Golan est considéré en droit international, comme territoire syrien, alors que la Cisjordanie et Gaza, selon le même droit et selon les accords d'Oslo de 1993, relèvent de la souveraineté israélienne tant qu'un accord ne sera pas signé entre l'Etat juif et la Palestine. Ensuite, le Golan revêt incontestablement une haute valeur symbolique d'honneur et de fierté nationale pour la Syrie et le monde arabe.

L'environnement militaire du début du XXIème siècle n'est plus celui de 1967 ou de 1973: ce qui est vital aujourd'hui pour Israël, c'est de maîtriser la technologie, les armes intelligentes, la gestion de la bataille par ordinateur et par satellite, plus que de déployer des chars sur la route de Damas.

Concernant les arguments contre, premièrement, le droit international autorise un pays qui a subi des agressions répétées de la part d'un voisin à demander une révision des frontières en sa faveur. Ce principe, qui a été intégré par la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, s'applique à Israël face à la Syrie.

Deuxièmement, quel intérêt y a-t-il à traiter avec Assad ? Jusqu'en 1991, il pouvait sembler important, du point de vue américain ou occidental, de détacher Assad de l'orbite soviétique ou d'éviter l'instauration en Syrie d'un régime islamiste. Mais aujourd'hui, l'URSS n'existe plus. Tout laisse à penser que si le régime actuel tombait, la Syrie évoluerait rapidement vers la démocratie et un mode de vie moderne.

b) Le problème des colonies israéliennes. L'expérience sioniste de la création d'un État en Palestine dans la première moitié du XXème siècle a conduit les leaders israéliens à penser que les colonies juives civiles seraient les groupes de constructions sur lesquels leur souveraineté serait installée et qu'ils définiraient les limites de leur territoire. Ces leaders considéraient que la sécurité, la souveraineté et les colonies étaient inextricablement liées.

Pour les Israéliens, la sécurité obtenue par une colonie était un concept existentiel plus qu'un impératif militaire. Comme Moshé Dayan l'expliquait, les colonies juives dans les territoires occupés sont essentielles non parce qu'elles peuvent garantir la sécurité mieux que l'armée, mais parce que sans elles, ils ne pourraient pas garder l'armée dans ces territoires. Sans elles, les forces armées israéliennes seraient une armée étrangère dominant une population étrangère.

c) Le problème de l'eau. Un des enjeux majeurs est inéluctablement l'eau. Celle-ci est une préoccupation omniprésente dans le conflit opposant Israël à la Syrie. L'enjeu avait été souligné avant même la naissance de l'État israélien: dès la période de la déclaration Balfour, au cours de la première guerre mondiale, l'un des chefs historiques du mouvement sioniste, Chaïm Weizman, avait adressé une lettre au Premier Ministre britannique d'alors, Lloyd George, pour

souligner que l'un des points difficiles du développement d'un nouvel État en Palestine serait celui de son approvisionnement en eau. Ce qui s'est vérifié par la suite: la guerre de 1967 fut mise à profit par Israël pour réorganiser la configuration hydrique de la région en sa faveur (près de 40% de l'eau consommée par Israël provient des territoires du Golan et de la Cisjordanie conquis durant ce conflit). Ajoutons que le Jourdain est capital pour la Syrie et la Jordanie tributaires non seulement de ce fleuve, mais aussi de son affluent, le Yarmouk.

Le Golan est une réserve d'eau douce fondamentale dans le développement économique du Sud-Ouest de la Syrie et d'Israël. La diminution du niveau des eaux de la mer de Galilée a déjà provoqué des dommages esthétiques sur la côte du Kinnereth, mais en plus, il existe le risque d'une dégradation de la qualité de ces eaux.

Le Jourdain alimente en eau dix millions de personnes qui vivent dans cette région. Les négociations entre Israël et la Syrie, qui ont eu lieu en décembre 1999, ont mis l'accent sur le contrôle des sources du Jourdain afin de se partager les eaux de la région. Mais, dans la mesure où une solution possible au problème de l'eau n'apparaît pas, voire par un dessalement, le Golan pris par Israël aura la même importance du point de vue économique et social qu'aujourd'hui.

Pour chacun de ces deux pays, l'eau de la région joue un rôle économique et politique différent: a) en Israël, l'usage de cette eau est essentiellement agricole. Elle est peu coûteuse, car largement subventionnée. L'Etat hébreu verrait un casus belli dans toute agression syrienne contre cet approvisionnement, b) pour la Syrie, le Golan pose surtout un problème de souveraineté, et l'approvisionnement du Nord, vis à vis de la Turquie, est bien plus préoccupant. L'eau du Golan coule vers Israël, et une Syrie ayant recouvré la souveraineté sur cette région ne pourrait guère espérer mieux qu'une exploitation locale ou des ventes d'eau à Israël.

Un tiers des ressources en eau d'Israël provient du Nord, et ce qui coule depuis le plateau du Golan est très important. Ces deux états devraient, d'abord, arriver à un accord relatif sur l'exploitation et l'utilisation des eaux avant de continuer les négociations. Il est dommage qu'Israël n'ait pas fait davantage d'efforts pour obtenir un accord avec Hafez Assad. Il faut se souvenir, néanmoins, que quatre premiers ministres israéliens (Rabin, Pères, Netannyahou et Barak) ont fait des efforts pour arriver à un accord avec Assad. Cela s'est toujours fait avec la médiation des Etats-Unis, mais tous ces efforts ont échoué.

En ce qui concerne les négociations entre la Syrie et Israël, elles ont bien eu lieu et les Syriens étaient prêts à céder une grande partie du Golan sous réserve qu'ils aient un accès sécurisé à l'eau, mais malgré les progrès auxquels étaient arrivés les négociateurs des deux côtés, Ehud Barak (Premier Ministre d'Israël) a tout annulé du jour au lendemain.

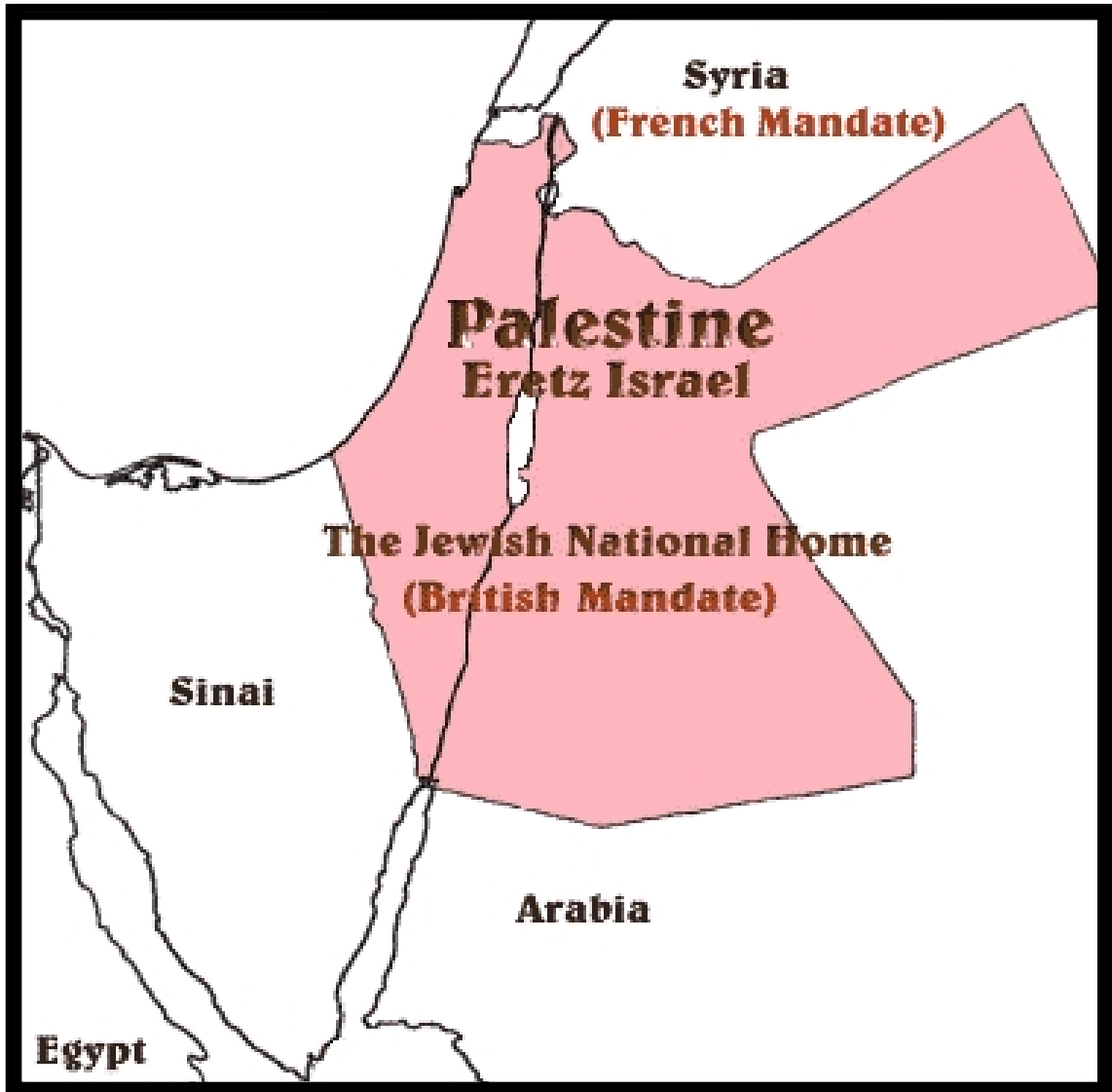
Livrer le Golan maintenant serait, pour les Israéliens, prendre un risque majeur. Militairement, c'est dangereux. Economiquement, cela représente une énorme perte. Et politiquement, les temps ne sont pas vraiment propices. Plus tard, viendra le moment de rendre les villages druzes comme l'avait initialement proposé Itzhak Rabin (Premier Ministre israélien signataire de la déclaration de principes israélo-palestiniens) avant de parler du Golan.

Sur le moyen ou long terme, un compromis et un partage du plateau seraient la seule transaction honnête et équitable. Mais, un tel objectif ne peut être atteint avec l'actuel régime syrien. Bien qu'irréaliste, et tant qu'il concerne le territoire et l'ethnie arabe, son projet de Grande Syrie n'est pas foncièrement pour déplaire aux personnes qui appartiennent aux différents groupes ethniques.

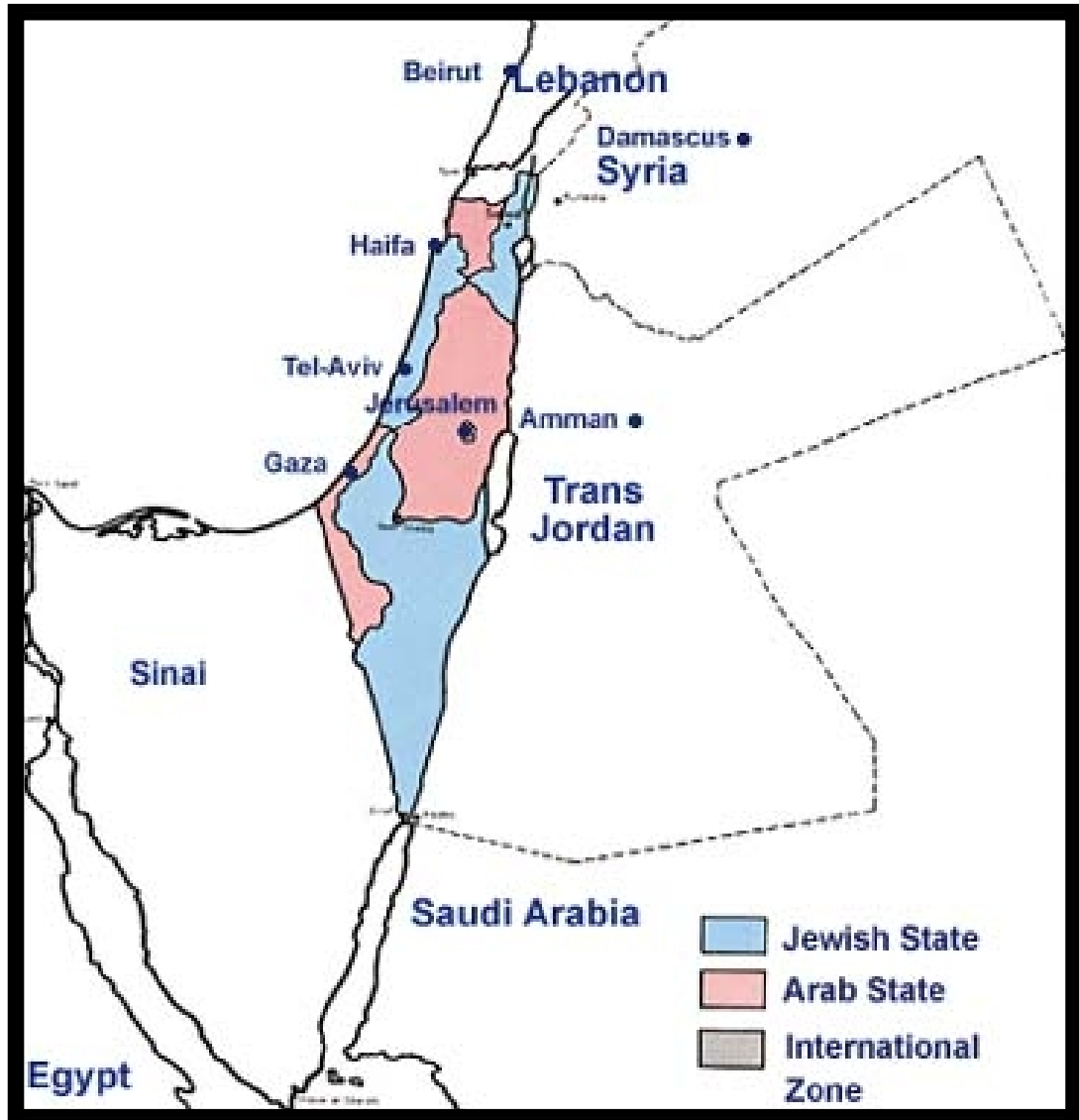
Il semble qu'une fois encore l'intervention de la communauté internationale est nécessaire pour qu'à court terme tout le processus de paix soit à la mesure des acteurs garantissant le développement humain, social et économique dans toute la région du Golan.

ANNEXE 1: «Mandat britannique 1920-1946»

Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

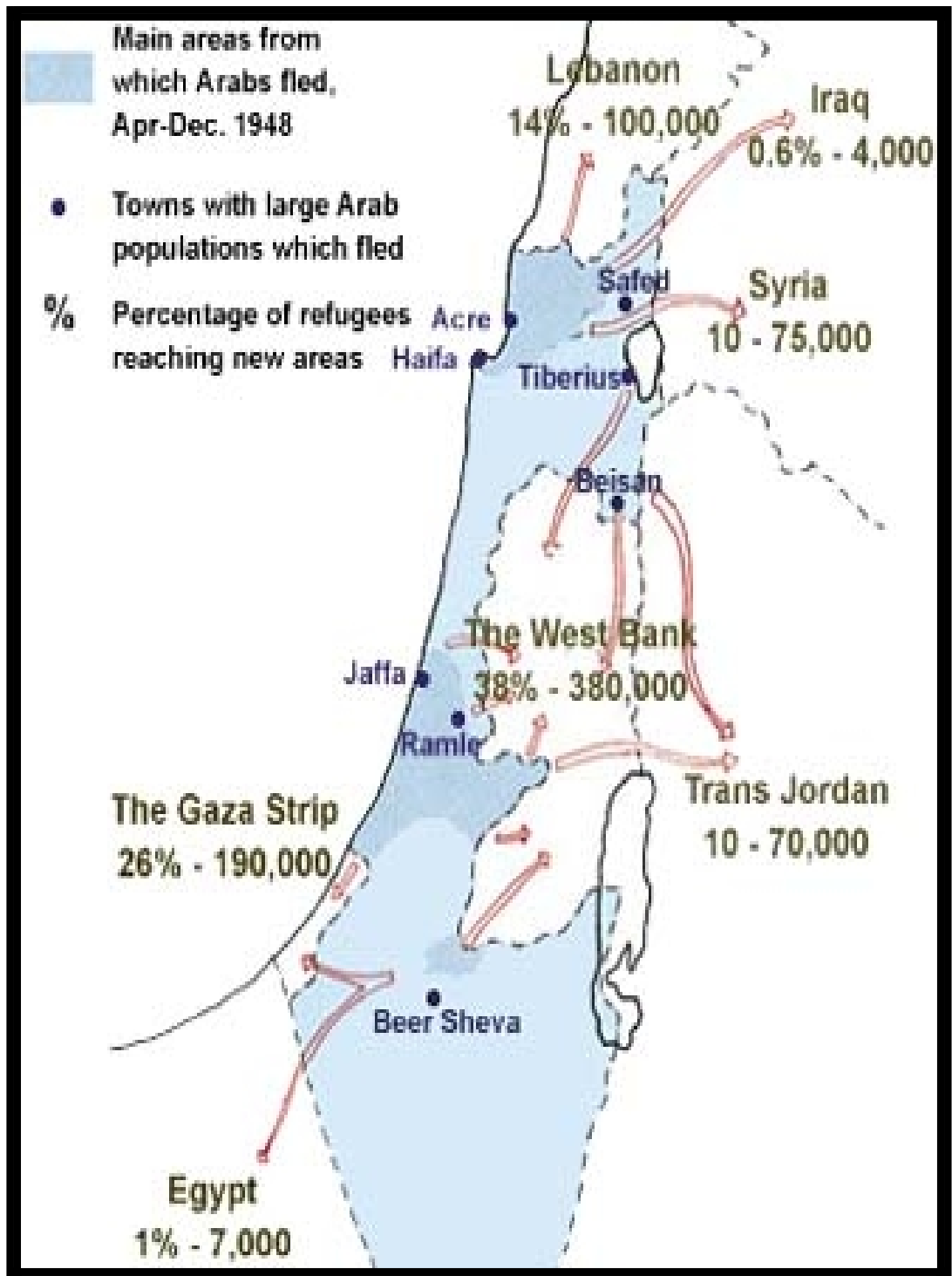
ANNEXE 2: «Plan de partage britannique 1946»

Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 3: «Plan de partage de l'ONU 1947»

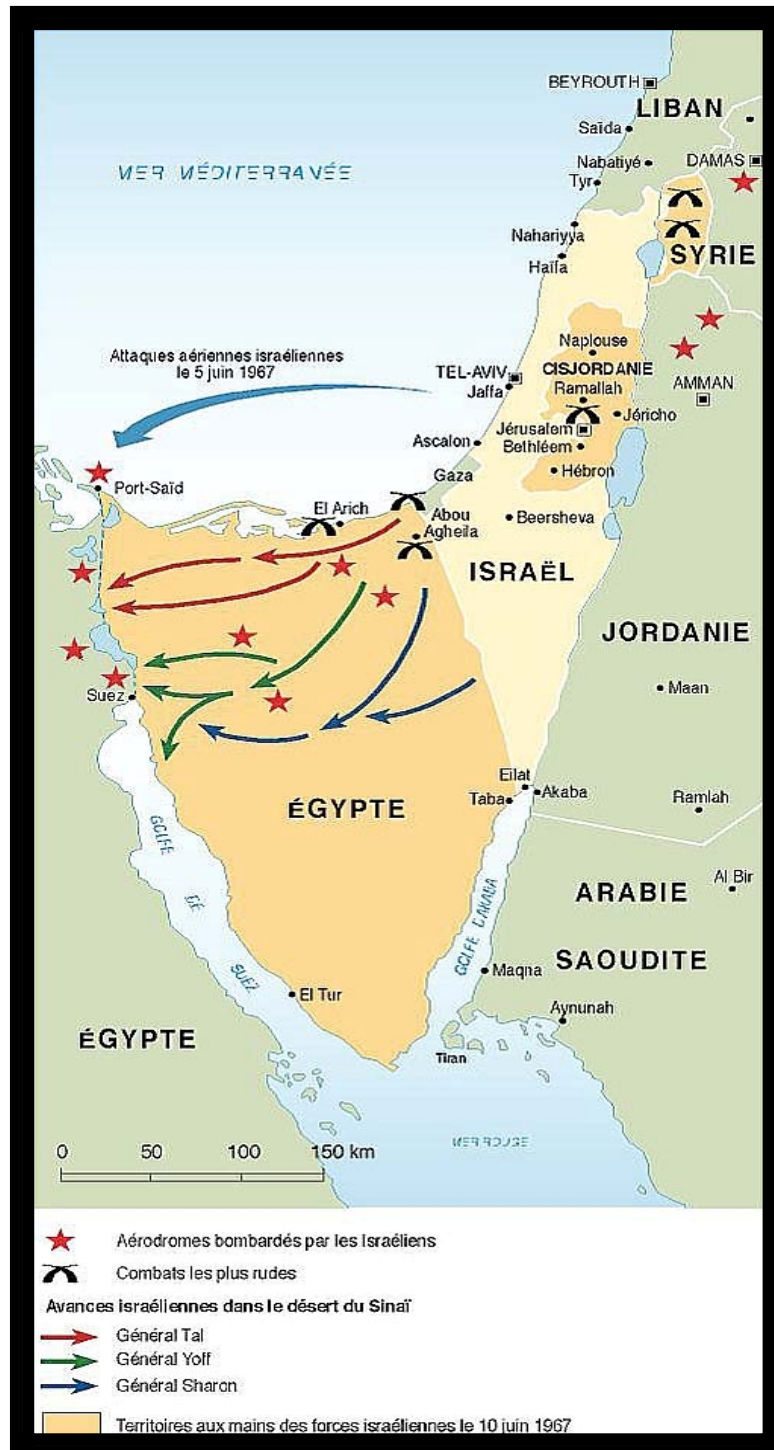
Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 4: «Les réfugiés arabes en 1948»



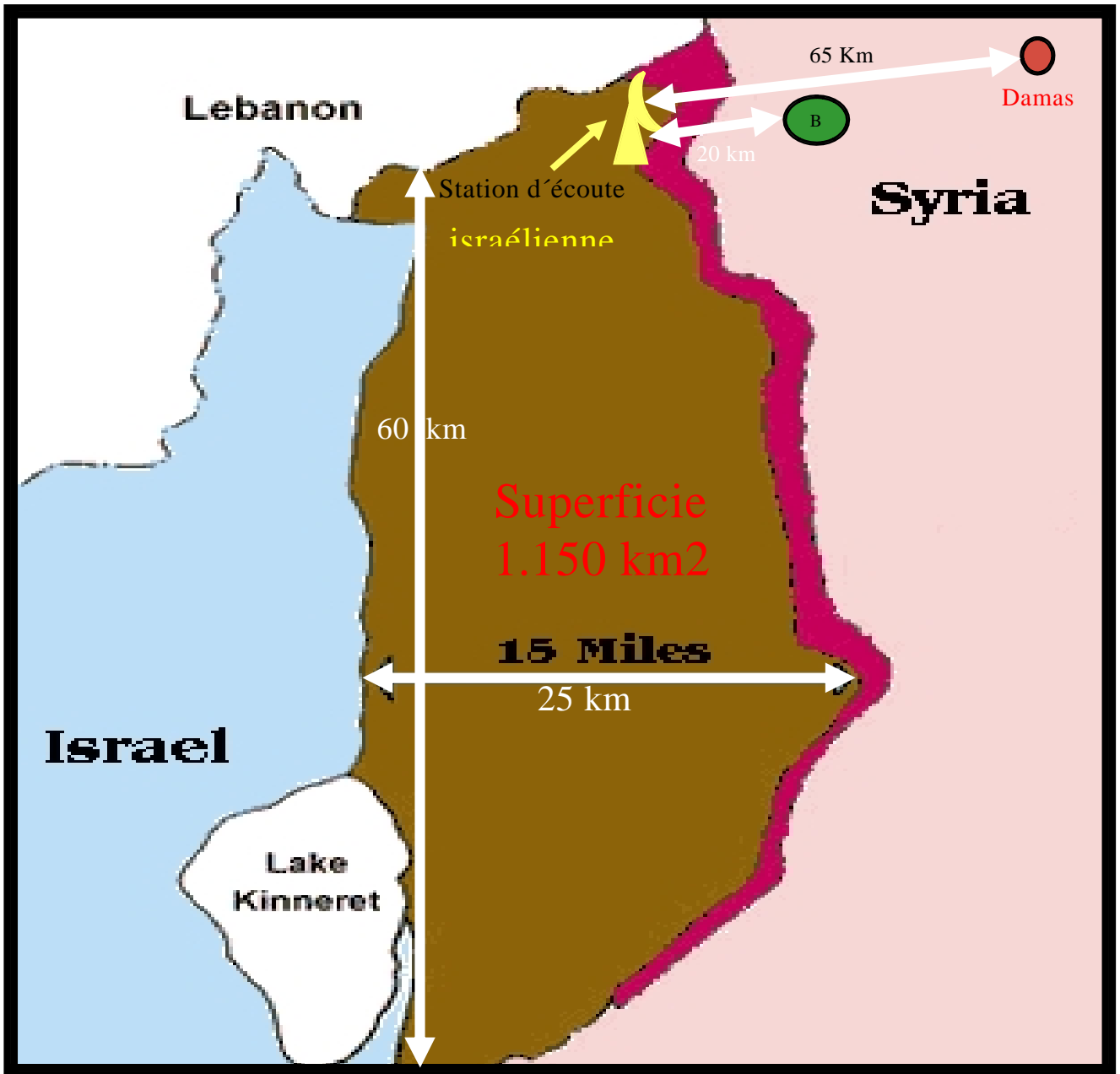
Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 5: «Guerre des six jours - juin 1967»

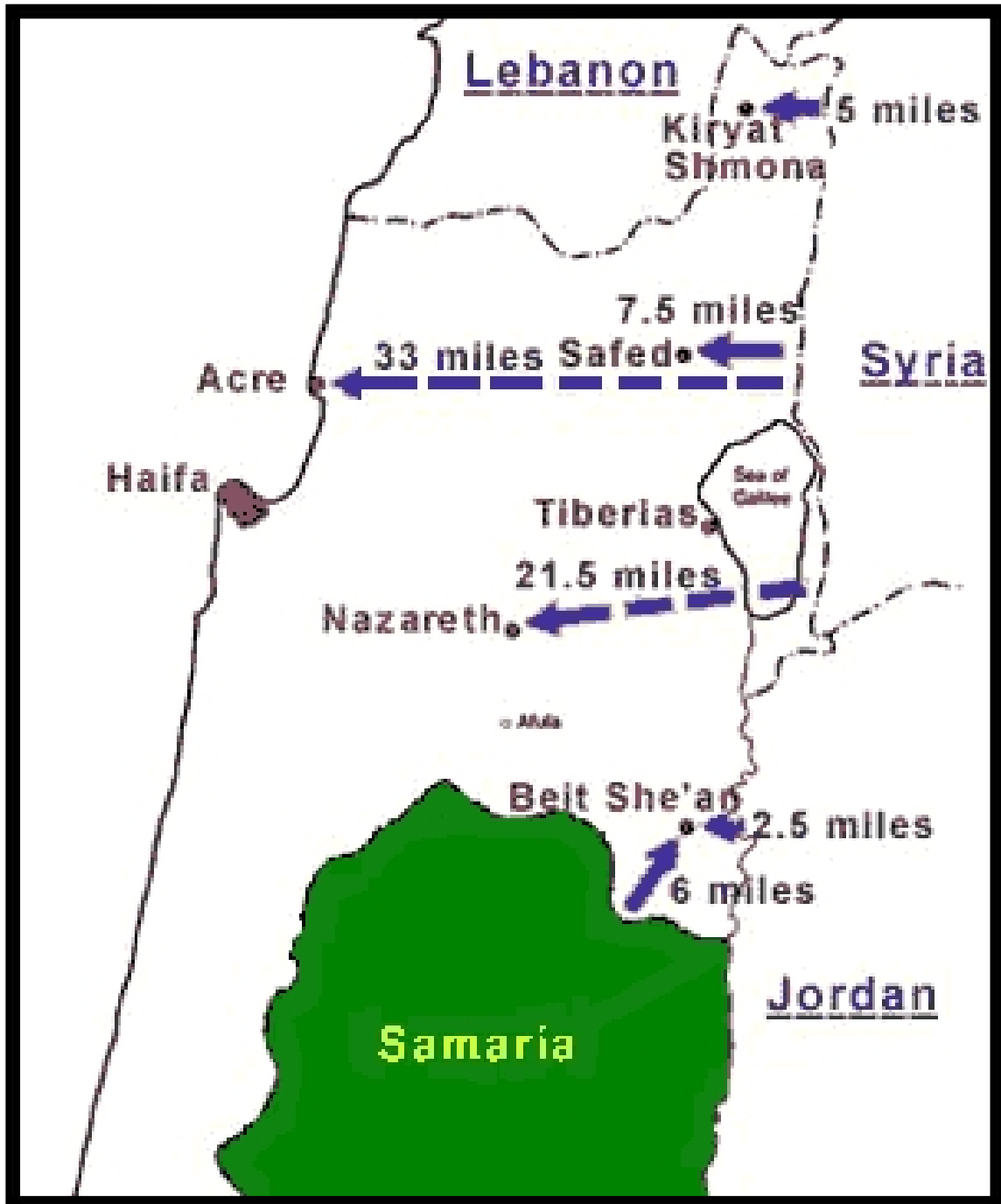


Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 6: «Le Golan aujourd'hui»



Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

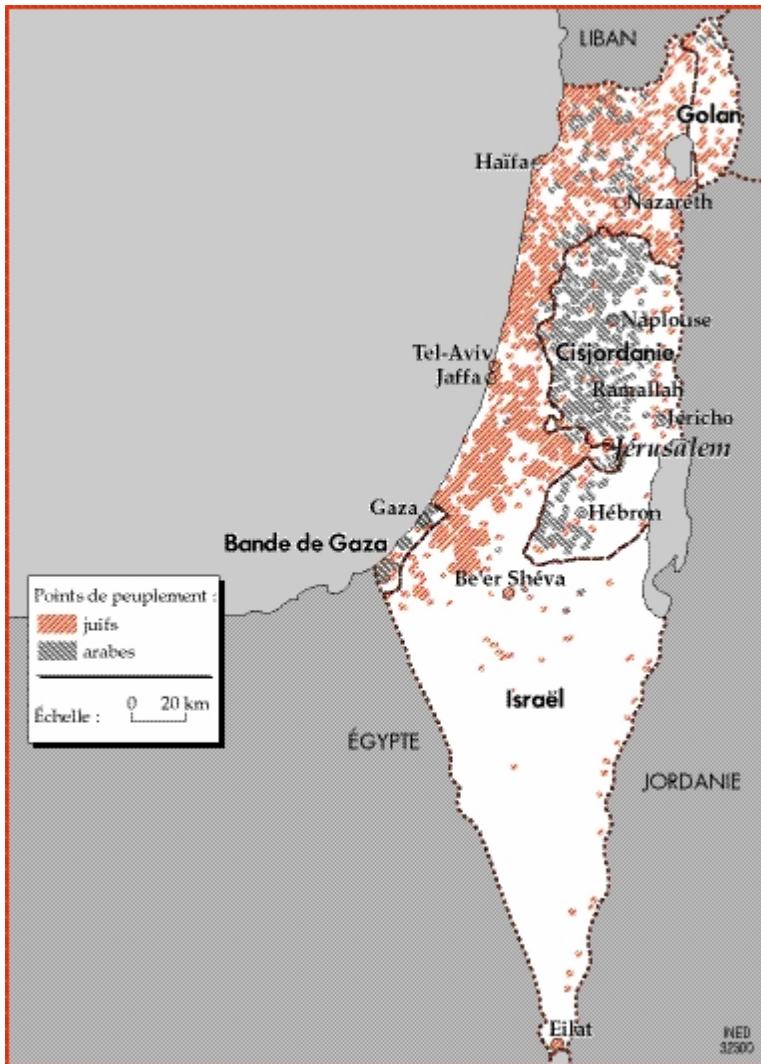
ANNEXE 7: «Distances avant l'occupation du Golan en 1967»

Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 8: «Les colonies dans le Golan»DONNEES SUR LES COLONIES:

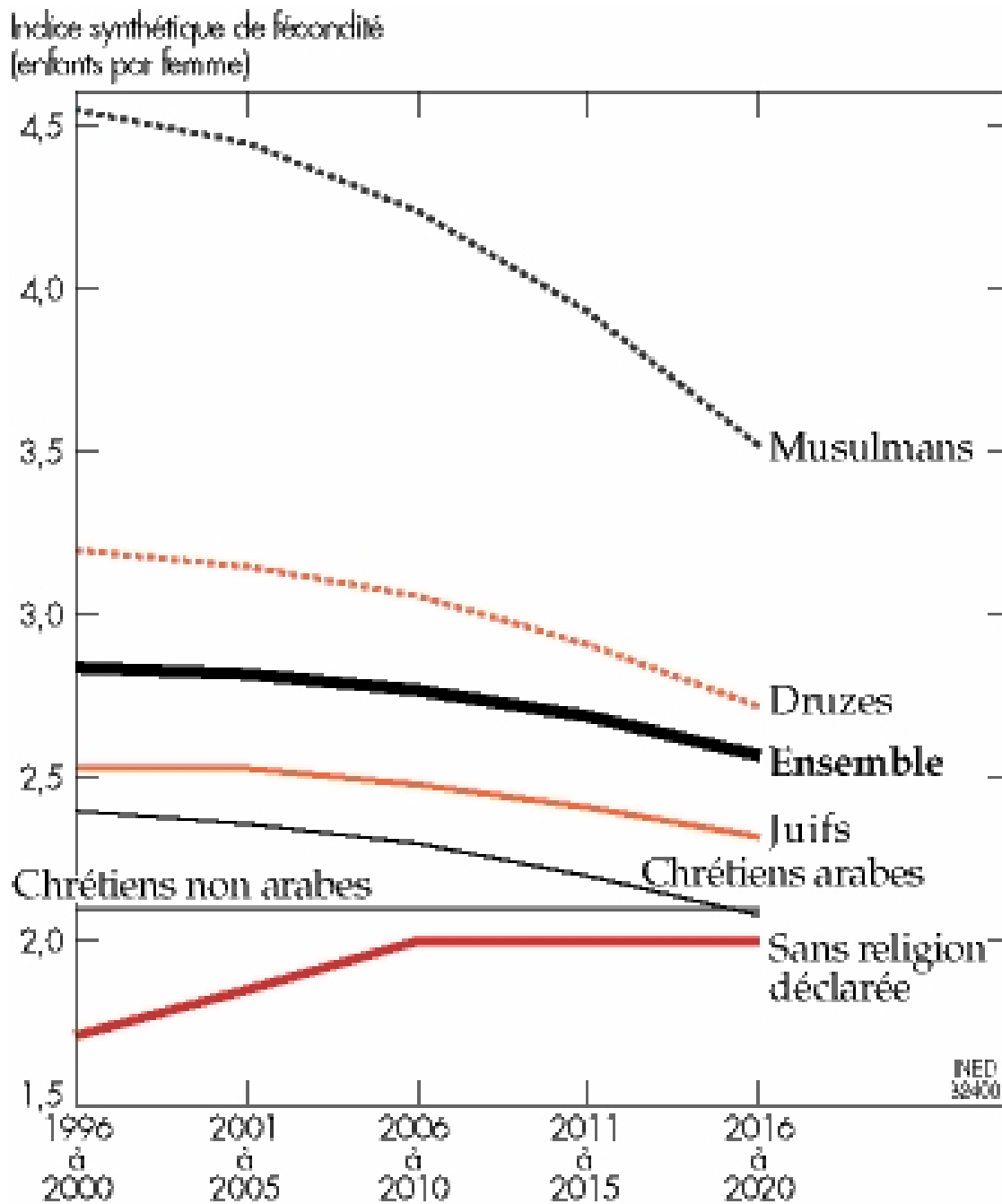
Nombre de points de colonies sur le Plateau du Golan : 33

Total de la population de colons sur le plateau du Golan : 17.000



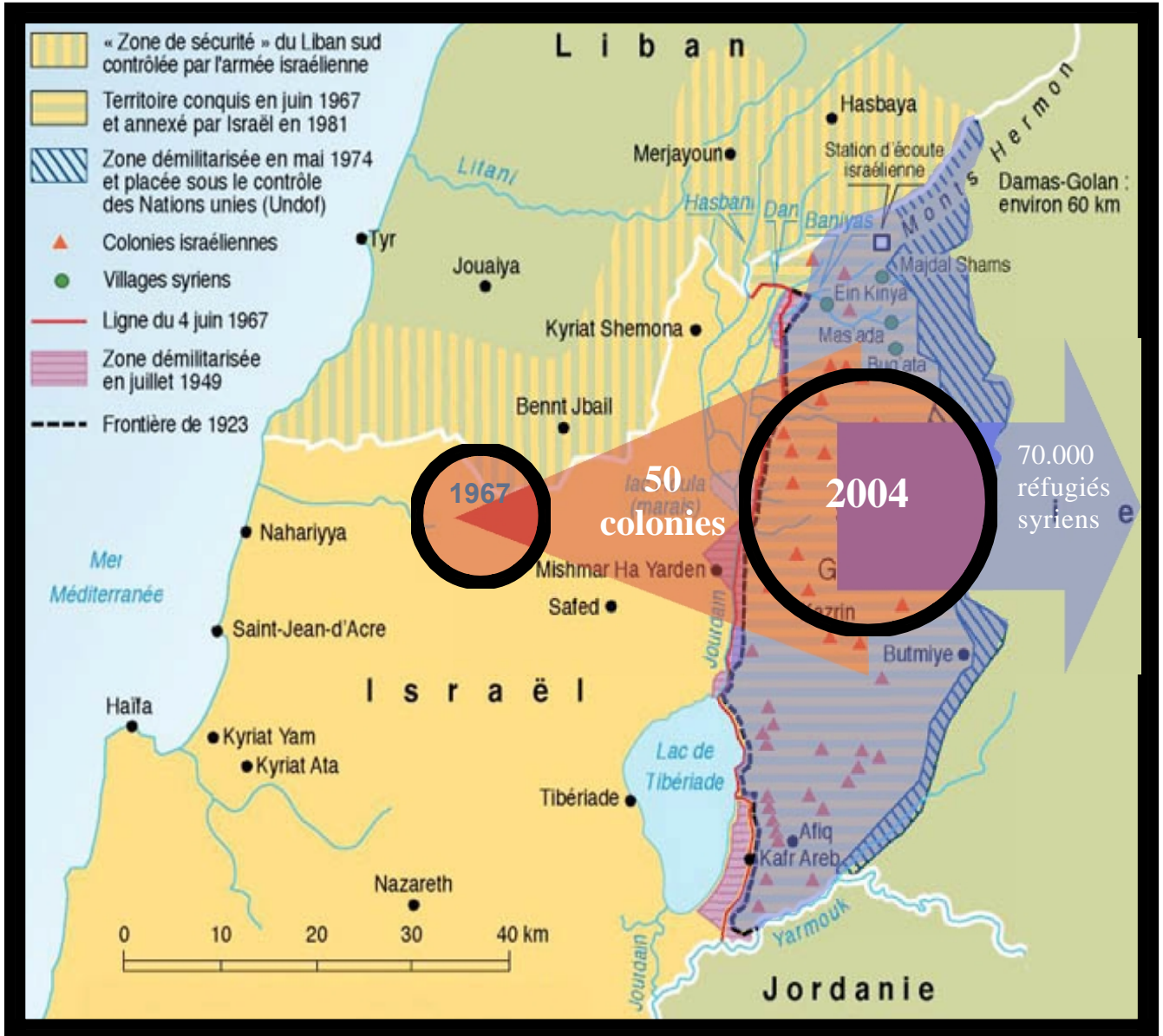
Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 9: «Évolution de la fécondité en Israël selon la religion à l'horizon 2020»



Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 10: «Situation de la colonisation de 1967 jusqu'à nos jours»

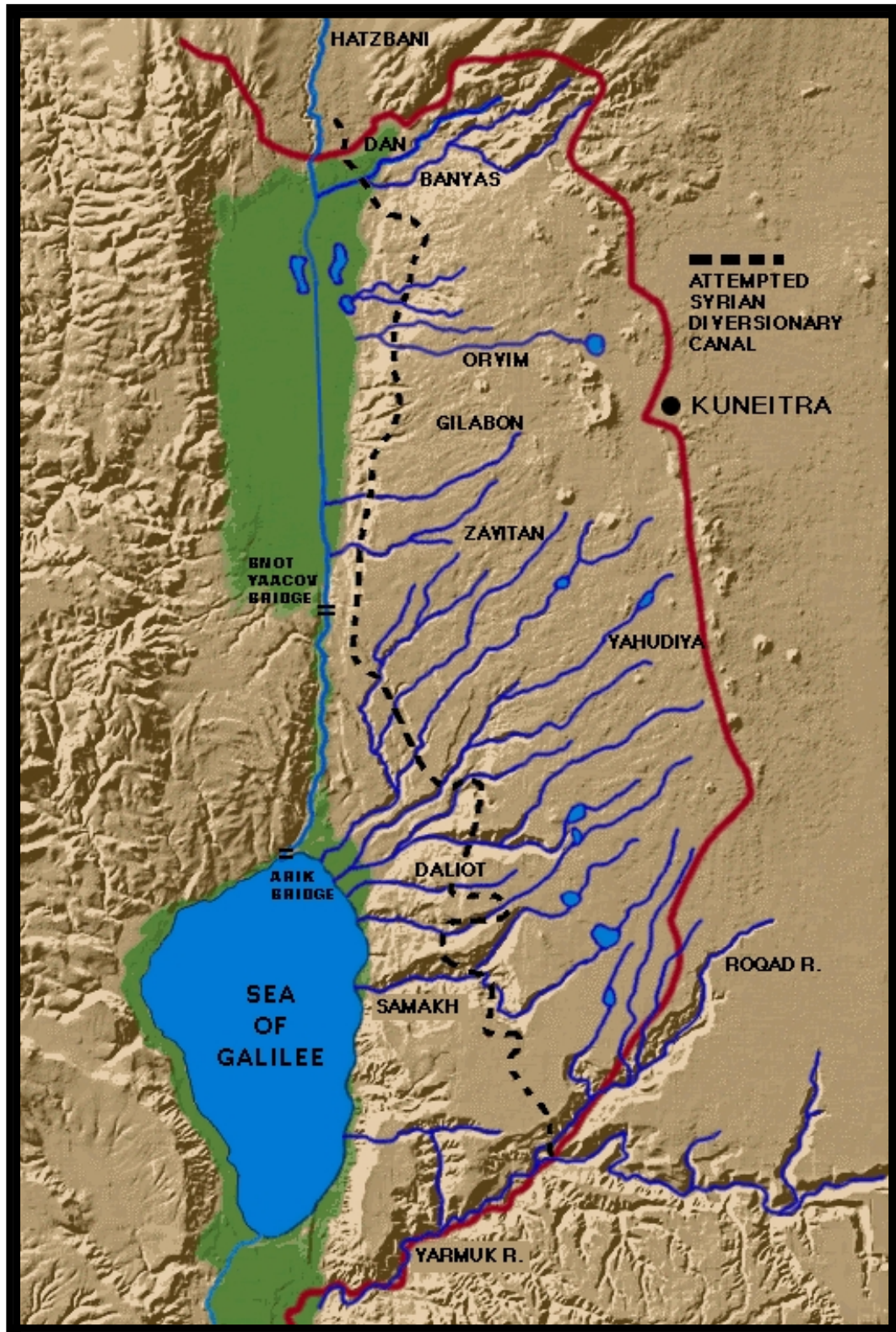


Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

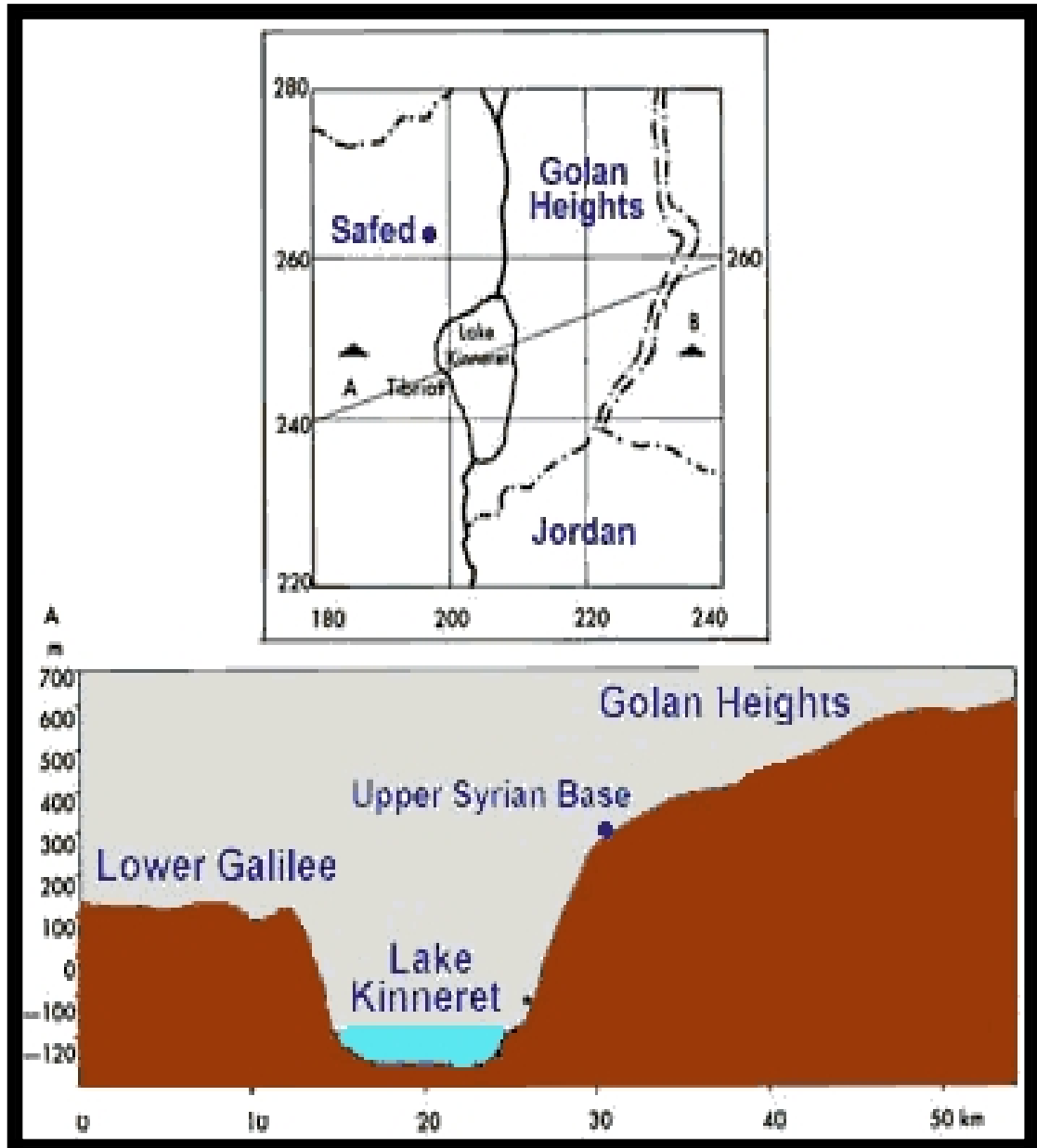
ANNEXE 11: «Le fleuve du Jourdain»

Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

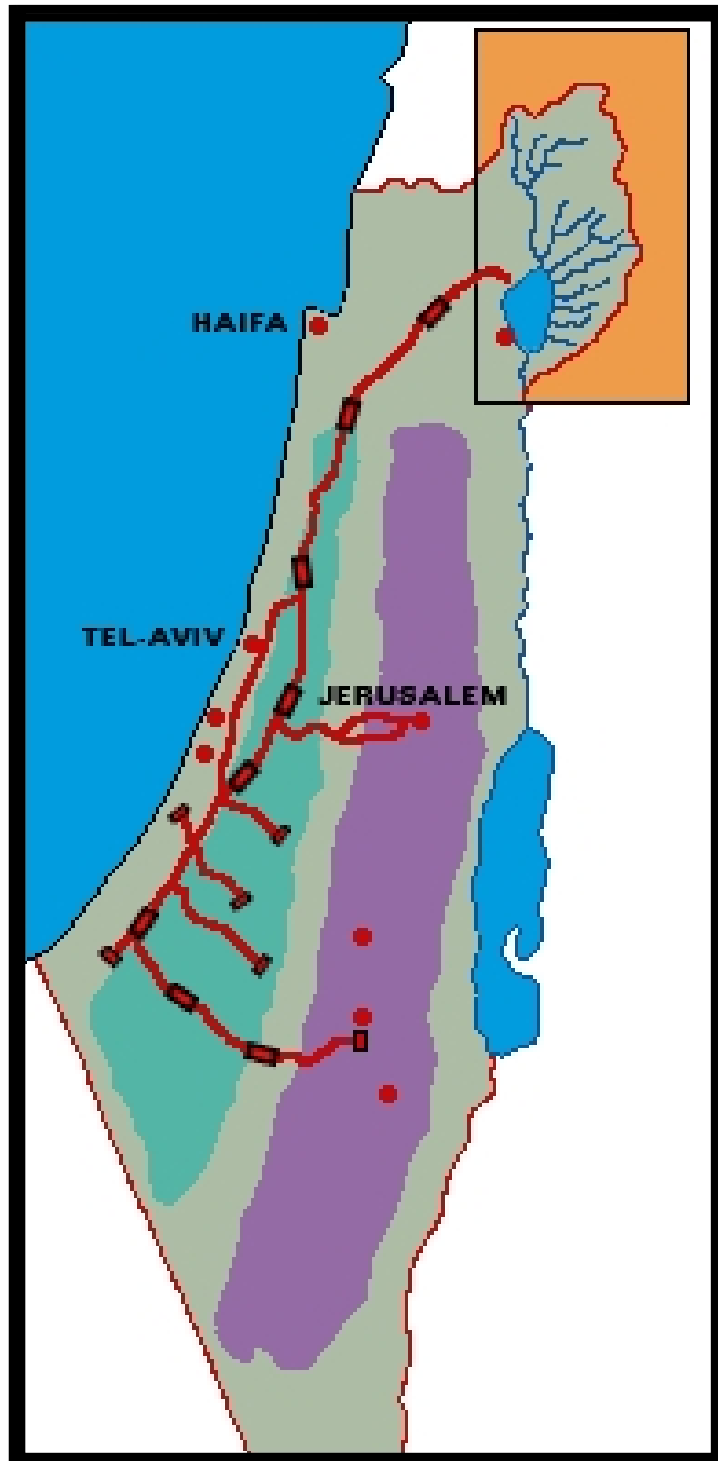
ANNEXE 12: «Système des affluents»



Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 13: «Coupe transversale: Galilée-Tibériade-Golan»

Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

ANNEXE 14: «Approvisionnement des eaux»

Source: www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- **LLORCA Emile**, Israël et le Monde Arabe, Paris, Ellipses, 1995.
- **MINASSIAN Talineter**, L'Union Soviétique et les Minorités au Moyen-Orient, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1997.
- **CHALINE Claude**, Les villes du Monde Arabe, Paris, Masson, 1989.
- **RIZK Charles**, Les arabes ou l'histoire a contresens, Paris, Albin Michel, 1992.
- **CHEVALLIER Dominique** et **ANDRE Miguel**, Les arabes du message a l'histoire, Paris, Fayard, 1995.
- **MUTIN Georges**, Afrique su Nord, Moyen-Orient, Paris, Belin/Reclus, 1995.
- **BOUTET Annabelle**, L'Egypte et le Nil, France, L'Harmattan, 2001.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- **GRESH Alain**, **VIDAL Dominique**, A to Z of the Middle East, London, 1990.
- **BAR-AM Aviva**, **SHALEM Yisrael**, **Guide to the Golan Heights Safed Regional College - A branch of Bar Ilan University**, Israel, 1995.
- **EL SAYED EISA Kandil Mohamed**, **The Water Conflict in the Middle East**, Pennsylvania, EEUU, 1997.
- **PIPES Daniel**, **Greater Syria, The history of an Ambition**, New York, 1990.

OUVRAGES EN ESPAGNOL

- **HUNTINGTON Samuel**, **El choque de civilizaciones**, Argentina, Paidos, 2000.
- **MARINI José Felipe (Colonel)**, **El Conocimiento Geopolítico**, Buenos Aires, 1985.
- **LORCH Netanel**, **Las Guerras de Israel**, Barcelona, 1983.
- **RUSSELL Roberto**, **SAMOILOVICH Daniel**, **El Conflicto Árabe – Israelí** Buenos Aires, 1979.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- **VOLKER Perthes**, Dynamiques régionales du Proche et au Moyen-Orient et limites des influences extérieures, Paris, Politique Etrangère, Juillet/Septembre 2001.
- **REKACEWICZ Philippe**, Chronologie. Un conflit centenaire, Manière de Voir 54, Paris, Nov/Déc 2000.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- **SCOTT Michael**, Palestine, Iraq and American Strategy, USA, Foreign Affairs, Jan/Feb 2003.
- **EUROPE Publications Limited**, **The Middle East and North África 2000 - 46th edition**, London, 2000.
- **WINER Stuart**, **Water commisioner to raise residential rates**, Jerusalem Post, 24/04/2002.
- **SOFFER Arnon**, **Israel, demography 2000-2020: Dangers and Oportunities**, Israel, 2001.
- **GILBERT Martin**, **The Arab–Israeli conflict. Its History in Maps**, Londres, 1975.
- **SPOHER Tomas**, **Militar Review-Hispano-American**, Kansas, Nov-Dic 2000.

ARTICLES DE REVUES EN ESPAGNOL

- **HADAD Jorge**, **El agua y su importancia estratégica**, Buenos Aries, 4/10/2001

SITES D´INTERNET

- <http://www.geocities.com/Colosseum/Loge/7748/maps.html>
- <http://english.golan.org.il/ts.exe?tsurl=0.180.633.0.0>
- <http://www.golan-syria.org/gwater.htm>
- http://www.nic.gov.il/mfa/mfaarchive/2000_2009/2002/12/focus
- <http://www.jafi.org.il/education/100/FRENCH/MAPS/c2.html>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
I. Pourquoi Israël a pris le Golan ? Hauteur stratégique et eau.	3
<u>11. Les facteurs stables</u>	3
111. La position de la zone du conflit et les acteurs principaux	3
1111. La position des acteurs	3
1112. La position géographique	4
<u>12. La tendance à l'occupation d'espaces fluviaux</u>	4
121. L'effondrement du système de l'eau	6
II. Qu'est devenue le Golan sous le contrôle d'Israël ? Colonies, Druzes, eau.	8
<u>21. L'occupation du territoire par Israël. La colonisation</u>	8
211. Le facteur psychosocial	11
2111. La population	11
21111. Israël	11
21112. Les hauteurs du Golan	12
<u>22. Les minorités arabes</u>	12
221. Les Druzes	13
2211. L'histoire	13
2212. La croyance et les traditions	15
2213. Les villes et villages druzes	16
2214. Les villages druzes dans le Golan	17
<u>23. Les sources et la répartition de l'eau</u>	17
231. Le contexte historique	18
232. Les ressources en eau	19
233. La consommation d'eau	21

2331. La prospective sur la demande en eau en 2020	21
234. Le contrôle de l'eau par l'état d'Israël	23
235. Quelques problèmes spécifiques et détails de la vie courante	23
III. Le Golan a-t-il encore une valeur stratégique pour Israël ? La carte du Golan dans un règlement plus global.	24
<u>31. Les antécédentes</u>	24
311. Une décision importante de l'Assemblée Général de l'ONU	24
312. La colonisation	24
313. La sécurité	25
<u>32. Le Jourdain, le fleuve des conflits</u>	27
<u>33. Les tensions israélo-syriennes</u>	27
331. La Syrie	28
332. Israël	29
333. De nos jours	30
334. Les conséquences possibles d'une pénurie d'eau	31
<u>34. Ce que prétend Sharon</u>	31
<u>35. Les perspectives d'avenir</u>	32
CONCLUSION	36
ANNEXES	40
Annexe 1 : Mandat britannique 1920-1946	40
Annexe 2 : Plan de partage britannique 1946	41
Annexe 3 : Plan de partage de l'ONU 1947	42
Annexe 4 : Les réfugiés arabes en 1948	43
Annexe 5 : Guerre des six jours - juin 1967	44
Annexe 6 : Le Golan aujourd'hui	45
Annexe 7 : Distances avant l'occupation du Golan en 1967	46

Annexe 8 : Les colonies dans le Golan	47
Annexe 9 : Évolution de la fécondité en Israël selon la religion à l'horizon 2020	48
Annexe 10 : Situation de la colonisation de 1967 jusqu'à nos jours	49
Annexe 11 : Le fleuve du Jourdain	50
Annexe 12 : Système des affluents	51
Annexe 13 : Coupe transversale: Galilée-Tibériade-Golan	52
Annexe 14 : Approvisionnement des eaux	53
BIBLIOGRAPHIE	54